

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 14 SEPTEMBRE 1978 - N° 747

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## LE PUY

# PREMIERE VICTOIRE A ELASTELLE

**Les ouvriers imposent :**

- la libération des 3 emprisonnés
- le paiement des jours de grève
- la remise en cause des licenciements



Lundi après-midi les ouvriers d'Elastelle manifestent contre les licenciements. Les CRS chargent. Des blessés. 3 ouvriers sont interpellés, emprisonnés. Mardi matin les ouvriers d'Elastelle séquestrent leur PDG. Ils exigent la libération de leurs camarades et l'annulation des licenciements. En fin d'après-midi les 3 emprisonnés sont libres. La mobilisation se poursuit, tous les travailleurs du Puy sont concernés. Dès mercredi matin des débrayages étaient organisés dans l'ensemble des professions, chacun sera présent à la manifestation de 16 h. Il n'y a pas d'autre voie dans la lutte contre les licenciements.

Lire en page 6

## IRAN

- **Quadrillage militaire des villes et arrestations se poursuivent**
- **Le régime corrompu «contre» la corruption**
- **A Paris, première manifestation de solidarité après les massacres de vendredi dernier**

Lire en pages 2 et 7

## CHÔMAGE

### Journée d'action à Marseille

Après Terrin, des licenciements sont en cours aux chantiers navals de la Ciotat et de la Sesue. Boulin, en visite à Marseille pour le «nouveau pacte social» pour les jeunes, devra jeudi, faire face à une mobilisation interprofessionnelle à l'appel des syndicats CGT, CFTD, FEN.

### Au conseil des ministres : redéploiement et licenciements

Lire en page 12

### Cattenom : le PCF retourne sa veste

Avant les élections de mars, le PCF, soucieux de rassembler des voix, prenait position contre la centrale nucléaire. Les élections passées, la municipalité PCF de Thionville négocie en «douce» avec EDF, pour l'implantation de la centrale.

Lire en page 7

### Camp David : le blocage

Le baromètre n'est pas au beau fixe à Camp David. Le sommet à trois se réduit en fait à une navette de Carter entre ses deux interlocuteurs. Malgré le prolongement de la rencontre, l'incertitude plane toujours, même sur la possibilité d'une déclaration «de principe» qui de toutes façons bafouerait les intérêts des peuples arabes, et notamment du peuple palestinien. «La démarche de Sadate à Jérusalem était un pas vers la guerre», vient de déclarer le président syrien Assad.

Lire en page 12

### Tunisie : chasse aux syndicalistes

Aboutissement de la chasse aux syndicalistes, déclenchée par le gouvernement tunisien, après la grève générale du 26 janvier dernier, le procès de Habib Achour et de 39 autres dirigeants syndicaux, s'ouvre jeudi devant la cour de sûreté de l'Etat tunisien. Le procès précédent, à Sfax, le 29 juillet, s'était transformé en procès des tortures infligées aux syndicalistes. Frank Roussel qui se trouvait à Sfax, au moment de ce procès relate le véritable réquisitoire prononcé alors par les syndicalistes contre les autorités tunisiennes.

Lire en page 10

### Chine : visite à Changhaï

Lire la suite de nos articles  
page 9

Les arrestations se poursuivent en Iran. Mardi un des chefs religieux de Téhéran, l'Ayatollah Nouri qui prêchait dans le quartier de Saleh où eurent lieu d'importantes fusillades a été jeté en prison. A Machad, la mise en place de la loi martiale a donné lieu à des affrontements qui ont fait 4 morts. Une personne a été assassinée à Qom. Par ailleurs, la disparition du leader chiite au Liban, l'Iwan Moussa Sadr au début du mois est de plus en plus attribuée aux services du Shah. Moussa Sadr, d'origine iranienne, avait fermement manifesté son soutien au soulèvement contre le Shah.

Des remous auraient eu lieu dans l'armée qu'attestent les informations fragmentaires qu'ont pu recueillir les correspondants de presse : 48 officiers auraient été mis à la retraite. A la caserne d'Echabad, au centre de Téhéran, de fortes fusillades ont eu lieu mardi matin. Selon certaines hypothèses, celles-ci auraient été consécutives à l'arrestation d'officiers et soldats qui s'étaient solidarisés avec le peuple.

Le Shah a lancé une grande campagne contre la corruption destinée à couvrir la répression. Les responsabilités du Shah dans la corruption « qui a atteint un point inimaginable », selon un ancien Premier ministre sont entières. Elle est indissolublement liée à son régime et à sa propre action. Cette nouvelle campagne démagogique ne peut désarmer la colère des masses, alors que les obsèques des victimes des fusillades du Shah se poursuivaient mardi et que les décès sont encore nombreux dans les hôpitaux.



Interview d'un représentant de l'Union des étudiants iraniens en France (UEIF - CISNU) recueillie par Frank Roussel

## Une révolte trop profonde pour être anéantie

- 2 -

► **Q :** Pourquoi le mouvement religieux a-t-il pris une telle importance dans les événements de ces derniers mois ?

R : Il faut rappeler plusieurs éléments : tout d'abord, la religion est très enracinée dans la population, d'autre part, parmi les chefs religieux, il y a toujours eu une certaine tradition d'opposition contre le pouvoir. Au début du siècle, de nombreux religieux ont participé au mouvement de la révolution démocratique nationale iranienne. Les couches inférieures du clergé iranien sont restées du côté du peuple. Et il y a l'opposition de Khomeiny, contre le régime, dès les années 60, au début de la réforme agraire ; cette opposition est restée permanente depuis son exil en Irak, d'où il s'est opposé au Shah, à la dynastie et à la monarchie et où il a dénoncé les investissements du capitalisme étranger en Iran, la domination des impérialistes, leur oppression et leur culture décadente, il a acquis ainsi une grande influence dans la population. Il s'est aussi démarqué des mollahs et des ayatollahs (chefs religieux) qui collaboraient avec le pouvoir. Ce qui explique l'importance du mouvement religieux, c'est aussi la faiblesse de l'opposition en raison de l'interdiction de tous les partis d'opposition, alors qu'il était plus difficile au régime de s'attaquer à la religion, très implantée dans les diverses catégories de la population. La pratique de la religion dans les mosquées était la seule forme de rassemblement autorisée et seuls les orateurs du clergé chiite pouvaient mobiliser le peuple sur des problèmes comme la répression, et d'autres questions concrètes qui touchaient les masses, ils pouvaient en même temps y transmettre les directives de leurs chefs, notamment Khomeiny.

Un autre facteur c'est la trahison du parti Toudeh qui dès les années 50, a renoncé à la lutte contre le régime et a vu certains de ses cadres devenir des agents de la Savak. Ceci a contribué à dépolitiser une partie des masses qui se sont détournées de la politique et ont perdu confiance dans les organisations. A cela il faut ajouter un certain nombre de facteurs objectifs qui sont apparus depuis un an et qui ont favorisé la propagande religieuse. La religion est apparue comme catalyseur du mécontentement. Le fait que la majorité des manifestants se reconnaissent derrière Khomeiny s'explique par

le choix des mots d'ordre de l'Ayatollah qui reprend les revendications populaires.

Le mouvement a un caractère très offensif, les masses sont déterminées à descendre dans la rue, prêtes à faire face aux fusils et à donner leur vie, mais il faut voir aussi les limites du mouvement, car le peuple n'est pas organisé, ni armé, ces deux choses lui manquent : le fusil et l'organisation. Les manifestations de plusieurs millions de personnes démontrent la force du mouvement de masse, mais ne suffisent pas pour établir le pouvoir du peuple. Il faut que les masses s'organisent et qu'elles soient armées. Cette alternative là n'a pas été préparée. On parle de « guerre sainte », mais il s'agit d'une lutte armée sans perspective, sans forme d'organisation concrète. Le mouvement religieux n'a pas de réponse claire à la question : « Par quoi remplacer le Shah ? » Le « gouvernement islamique » reste un terme très vague, très général.

Nous mettons en avant actuellement les mots d'ordre de renversement de la dynastie, élimination du contrôle des impérialistes en Iran, remplacement de ce pouvoir par une république démocratique et populaire, mais le pouvoir populaire ne peut se mettre en place par une lutte armée, révolutionnaire des masses populaires.

► **Q :** Le Shah qualifie le mouvement religieux « d'obscurantiste », qu'en est-il ?

R : Si on prend l'exemple de la libération de la femme, le modèle prôné par le Shah est celui de la corruption de la culture décadente, il a pris les aspects les plus réactionnaires de la culture occidentale pour les transposer dans la culture iranienne, les revues et films pornographiques, la drogue, la prostitution. Le fait que certaines femmes accèdent à certains postes hauts placés dans l'administration ou certains ministères, est aussi largement utilisé par la propagande du Shah. C'est le rejet de la culture occidentale décadente par la population qui est qualifié par le Shah d'obscurantiste et rétrograde. Quant à la défense par le mouvement religieux de certaines coutumes, elle ne peut qu'être résister longtemps à la pression des faits. Ainsi, par exemple, le changement de structures en Iran, le fait que les femmes doivent travailler à l'usine ou à la campagne, rend difficile la conservation de certaines coutumes an-

ciennes, notamment le port du voile.

► **D :** Quelle est la part de la classe ouvrière dans le mouvement ?

R : La classe ouvrière est restée relativement à l'écart du mouvement en tant que classe du fait de son manque d'organisation politique autonome, mais individuellement les ouvriers y ont largement participé. Et ces derniers temps, les grèves ouvrières ont été nombreuses : plusieurs milliers d'ouvriers ont participé récemment à des grèves comme à l'usine de textile à Taluz et dans les usines de textile au nord du pays en août dernier. Des tracts ont été diffusés par des groupes d'ouvriers religieux.

► **Q :** Comment, selon vous, l'impérialisme américain va-t-il réagir face à l'évolution actuelle de la situation ?

R : Carter, représentant de l'impérialisme américain, devant le danger qui menace la domination d'un régime à sa solde, est prêt à soutenir toute sorte de dictature surtout quand il y a une offensive populaire. Pour régler des problèmes internes à la réaction, il peut y avoir des divergences mais quand il s'agit de stopper le mouvement populaire, la réaction arrive toujours à s'entendre avec l'impérialisme. C'est dans l'intérêt de l'impérialisme US de préserver à tout prix le pouvoir du Shah plutôt que de perdre le contrôle de la situation, car c'est cela qu'ils craignent aujourd'hui par dessus tout : que le contrôle de la situation en Iran ne leur échappe, avec le développement des luttes populaires.

► **Q :** Les Américains ne souhaitent-ils pas certaines modifications du régime en vue de préserver leurs intérêts en Iran ?

R : Ils peuvent être favorables à plusieurs sortes de modifications, le problème pour eux étant avant tout de consolider leurs positions en Iran. Cela dépend des circonstances, des alternatives qui se présentent. Ils auraient pu trouver d'autres moyens pour dominer la situation, mais apparemment devant l'ampleur du mouvement de masse, ils ont choisi cette solution : le soutien au Shah et sa répression sanglante. Ils ont d'autres moyens, un cabinet avec Sharif Amini, était une de

ces tentatives. Amini pouvait être un atout, il était déjà ministre avant le coup de force en 63, c'était à l'époque de Kennedy et on parlait alors aussi de « libéralisation », il a été à l'origine de la « révolution blanche » et de la réforme agraire (reprise à son compte par le Shah). C'était, à l'époque, une tentative de solution pour tromper les forces intermédiaires comme le Front National qui a accepté de travailler avec Amini. Cette combinaison permettait au Shah et aux Américains de se concilier certaines forces nationales. Si le Shah avait à nouveau fait appel à Amini, à la suite des événements de ces derniers mois, cela aurait peut-être pu attirer une certaine partie de ces forces, mais cela aurait été sa dernière carte.

La loi martiale a été proclamée pour 6 mois, mais ce sera impossible de la faire appliquer pendant 6 mois, d'ailleurs dans les dernières déclarations il est dit qu'elle pourrait être suspendue « si le calme revenait » et que « les élections se tiendront » ce qui montre la faiblesse du régime. Il a cherché à isoler les forces intermédiaires en les mettant au pied du mur : ou elles se séparaient du mouvement, ou elles le soutenaient jusqu'au bout. Mais la manœuvre du Shah n'a pas été efficace : Shariat Madari, par exemple, qui est un dirigeant religieux « modéré » a condamné les récents massacres et dénoncé la loi martiale. Il a utilisé un verset du Coran concernant la guerre sainte : « Ceux qui sont injustes sauront vers quel dessein ils se tournent ». Cela coûte cher au régime car s'il laisse les ponts du côté des modérés, des libéraux, des nationalistes, par la suite cela sera beaucoup plus difficile de paralyser le mouvement populaire, s'il veut tenter de l'endiguer, la répression seule ne suffit pas, il lui faut essayer de récupérer une partie du mouvement, la répression totale, comme actuellement, ne peut que le desservir encore plus dans ce but.

► **Q :** Comment envisagez-vous la politique de l'URSS ?

R : L'Iran contrôle les ressources pétrolières dans le Golfe. Le Golfe ouvre une position-clé sur la route de l'Europe. Aussi l'URSS est très intéressée par le contrôle de l'Iran. Mais elle n'a pas intérêt à une intervention directe en Iran, elle cherche plutôt à s'appuyer sur des forces à l'intérieur du pays. Selon les circonstances, si elle estime

que le mouvement populaire se développe tout en lui échappant, l'URSS peut très bien soutenir aussi le Shah. Face au mouvement, il peut y avoir une collusion URSS/USA et celle-ci représente un grave danger pour le mouvement populaire. Nous avons à faire face à la fois à la collusion et à la rivalité des deux super-puissances. En tout cas, vu l'enjeu, l'importance stratégique de l'Iran, les USA s'attacheront beaucoup plus à maintenir leurs intérêts en Iran, avec beaucoup plus de fermeté qu'ils ont pu le faire en Ethiopie, par exemple.

► **Q :** Quelles sont les perspectives immédiates du mouvement avec la répression qui s'accroît ?

R : Le mouvement va continuer. En 63, le mouvement a été liquidé en quelques jours, ça n'est pas possible actuellement. D'abord vu les conditions économiques dégradées qui ne peuvent être transformées, le Shah ne peut pas réduire la base objective du mécontentement populaire. Et puis, le mouvement est un mouvement prolongé, il dure maintenant depuis près d'un an, en 63 le mot d'ordre était : « Le Shah doit régner, mais ne doit plus gouverner », aujourd'hui la question du renversement du Shah et de sa dynastie est posée, ce mot d'ordre est largement diffusé et il est beaucoup plus radical qu'avant. Il y a une préparation beaucoup plus grande des masses par rapport au passé, c'est aussi un facteur nouveau. Par la suite, il y aura sans doute des affrontements beaucoup plus graves, des affrontements armés. Le gouvernement cherche d'autres solutions que la poursuite de la loi martiale : continuer la pseudo libération, organiser des élections. Le pouvoir va tenter une nouvelle ouverture vers l'opposition, des appels vers l'opposition modérée. Le pouvoir redoute la violence révolutionnaire. Si les modérés arrivent à canaliser les mouvements de masses dans des manifestations pacifiques, le pouvoir sera prêt à faire des concessions aux forces modérées. L'enjeu dépend du mouvement de masse, s'il continue à se radicaliser, s'il continue dans la voie des grandes manifestations, des grèves et aussi des luttes armées ou si le mouvement se limite à des revendications telles que la liberté de presse ou une certaine libéralisation du régime. La solution dépend de la voie que suivra le mouvement.

## Questionnaire gouvernemental sur l'aménagement du territoire

## LES AVANTAGES D'UN SONDAGE...

● Mardi après-midi, un conseil interministériel s'est réuni à Paris pour faire le point sur la réforme des collectivités locales. Cette réforme, engagée depuis longtemps, notamment par le biais du financement des municipalités, doit trouver son prolongement dans une mise en place plus systématique des

Cette procédure du questionnaire, on la retrouve à propos de l'aménagement du territoire. Pour préparer une «Conférence Nationale d'aménagement du territoire», qui doit se tenir les 6 et 7 décembre à Vichy, en présence de Giscard, la DATAR (organisme chargé de l'aménagement du territoire) vient de commander à l'IFOP un vaste sondage. L'IFOP va envoyer, puis traiter sur ordinateur une liste de 48 questions auxquelles devront répondre les élus nationaux, régionaux, départementaux, ainsi que des membres d'organisations patronales, de syndicats, etc... Au total, 80 000 personnes recevront le questionnaire. Comme dans tous les son-

dages, les questions laissent place aux interprétations les plus diverses. Par exemple : «*Estimez-vous que dans votre région il existe ou non des ressources mal employées ?*» ou encore «*pensez-vous que l'ensemble des institutions publiques et privées encouragent ou freinent l'initiative locale ?*».

## UNE TECHNIQUE MISE EN AVANT PAR GISCARD

Le questionnaire sur les collectivités locales comme le sondage sur l'aménagement du territoire confirment une orientation prise depuis l'accession au pouvoir de Giscard, celle du gouvernement par son-

communautés urbaines et des syndicats intercommunaux. Ce qui retient l'intérêt, c'est que les services ministériels concernés travaillent sur la base d'un questionnaire, envoyé à tous les maires l'an dernier, et auquel un certain nombre ont répondu.

dage. Dans la mesure où tout sondage peut être fabriqué, aussi bien dans son interprétation que dans la manière dont les questions sont posées, Giscard a là, le moyen de fabriquer artificiellement un phénomène majoritaire, allant dans le sens de ses propositions initiales bien sûr. Ce fut déjà le cas en 76 lors d'un sondage sur la revalorisation du travail manuel. Ce fut également le cas lors du sondage prétendant démontrer qu'une majorité de Français approuvait l'extradition de Klaus Croissant.

Il y a une raison précise au fait que ce soit Giscard qui ait développé cette politique du gouvernement par sondage. Toute sa

politique est axée autour du «consensus», de l'ouverture, du refus de voir la France coupée en deux. La pratique du sondage lui permet de dessiner des grandes orientations, qui ne recouvriraient pas les découpages politiques traditionnels.

Cette technique gouvernementale de manipulation de l'opinion connaît malgré tout ses limites. On peut biaiser sur la sécurité, sur la revalorisation du travail manuel, sur l'aménagement du territoire. On peut s'aider des sondages pour présenter le plan Barre, ou les hausses de prix. On ne peut cependant pas dissimuler leur réalité. Pas besoin de sondage pour mesurer la révolte.

## Lecanuet : pour créer des emplois, il faut faciliter les licenciements

Lecanuet, président de l'UDF accordait mardi une interview au journal patronal *Les Echos*. Il ne veut pas apparaître comme un soutien inconditionnel à une politique économique dont personne ne s'aventure à assurer le succès. Il attend surtout 81 pour en découdre à nouveau avec le RPR. Il déclare notamment en ce qui concerne l'ouverture : «*Pour vous dire ma pensée, je ne crois pas à une grande ouverture avant le lendemain de la prochaine élection présidentielle*». En ce qui concerne la réduction des inégalités il jure que : «*le gouvernement ne fait pas assez de publicité autour de ce dossier. La réduction des écarts de revenus entre salariés est déjà devenue très largement une réalité*». Parlant de la relance préconisée par le RPR : «*Je ne veux pas polémiquer avec Jacques Chirac, mais*

*je me souviens de ce qui a été fait lorsque j'appartenais à son gouvernement. C'est une pique qui rend euphorique pendant six mois*». A propos du chômage des jeunes il affirme qu'il faut s'en préoccuper «*par dignité*» mais que «*c'est aussi une question de sécurité et d'ordre*».

Toutefois, selon lui, la réticence des chefs d'entreprise à embaucher s'explique par «*le manque de souplesse du système*»; «*les chefs d'entreprise sont effrayés par les charges sociales que cela entraîne, et plus encore de l'impossibilité (?) de débaucher si la situation s'aggrave pour eux*». A propos de la politique de Barre : «*Il faut laisser se développer son expérience. Si je peux avoir une réserve intellectuelle je me refuse à altérer l'innovation de sa politique*».

## Budget 79

## AUSTÉRITÉ ET PARI SUR LA RELANCE

● Adopté dans ses grandes lignes par le Conseil des ministres du 6 septembre, le budget 1979 va être disséqué par les députés lors de la prochaine session parlementaire. Malgré les critiques du RPR, il sera approuvé et deviendra la loi pour 1979. Au delà des aspects les plus saillants — et les plus révoltants — que sont l'augmentation des taxes et des impôts, le budget 79 se caractérise par un refus délibéré de la relance, et par une austérité accrue.

Refus délibéré de relance, d'abord parce que le déficit programmé est «seulement» de l'ordre de 15 milliards (il va approcher le double en 1978). Rappelons que ce déficit est bien supérieur dans les pays voisins. Un budget en déficit «large» veut dire bien souvent à la fois que les recettes sont plus faibles (impôts, taxes, etc.),

donc que les contribuables sont moins ponctionnés, et que les dépenses d'équipements, de fonctionnement (hôpitaux, salaires des fonctionnaires, etc.) sont plus fortes. Or, le déficit prévu en France en 1979 signifie au contraire un budget déflationniste, c'est-à-dire qu'aucune mesure de relance, même limitée, n'est prise.

Le raisonnement de Barre consiste dans l'attente d'un redémarrage franc, dès le début 1979, de la croissance, croissance qui se développerait sans l'aide habituelle (et inflationniste) que constitue classiquement le budget. Il fait là un pari, partagé par Ceyrac, alors même que les spécialistes internationaux de l'OCDE tablent sur un ralentissement de la croissance en France dans les prochains mois. Cet optimisme du patronat français repose sur plusieurs indices comme la reconstitution des finances des entreprises les plus dynamiques, ou comme les bons résultats actuels du commerce extérieur.

Par contre, tout ce beau monde est d'accord là-dessus, le chômage va continuer à croître (5,5 % de la population active dans six mois en France contre 4,8 % actuellement) tout comme, ainsi que le rapportent pudiquement les experts qui se sont penchés sur le VII<sup>e</sup> plan à mi-parcours : «*La nécessaire adaptation de la concurrence internationale de notre appareil productif va multiplier les désordres locaux*». Il paraît, et cela traduit le pilotage à vue de notre bourgeoisie, que l'entourage de Giscard est très partagé sur les choix actuels, et qu'on estime qu'au delà de 11,5 % de hausse des prix cette année, l'expérience en cours échouerait.

Austérité, et là encore les travailleurs vont en fai-

re les frais à tous les niveaux. Prenons l'exemple du «smicard célibataire» : jusqu'ici, il payait par mois, rien qu'en impôt et taxes diverses (TVA, etc.), près de 500 F sur les 1 800 F qu'il pouvait «gagner» ! Eh bien, ce n'est pas suffisant pour ces messieurs : l'an prochain, ses impôts augmenteront plus vite que le coût de la vie (2,3 % en plus). Même les maigres promesses de Blois sur les «impôts qui n'augmenteront pas» ne sont pas tenues ! Et ce n'est pas tout : le tabac, l'alcool, la carte grise, l'essence, sont augmentés ! Soyons justes, les gros salaires vont aussi participer puisqu'il suffira de gagner plus de trois millions par mois pour payer proportionnellement plus d'impôts qu'actuellement.

En même temps, les dépenses d'équipements militaires augmentent trois fois plus que les investissements civils (école, logement, transports, recherche, etc.)

En «positif» est créé un Fonds spécial d'aide aux régions déprimées, car la poursuite de la politique actuelle aboutirait à la désertification économique de régions entières.

N'oublions pas la seule mesure concrète à court terme pour l'emploi : la création de postes d'utilité collective, à savoir l'aide aux personnes âgées et l'embauche de gardiens de musée...

A. B.

## Delors (PS) : pour la diminution du pouvoir d'achat et l'extension du chômage partiel

Mitterrand à Neuves Maisons avait repris à son compte la revendication de la diminution du temps de travail à 35 heures. Bravo !

Une proposition qui ne coûte pas cher maintenant que le PS est assuré d'être dans l'opposition pendant au moins 3 ans. Et puis il est vrai que la générosité du PS a ses limites : ses experts ne se sont pas mis d'accord pour accorder cette diminution d'heures, sans diminution de salaire. Merci monsieur Mitterrand.

Jacques Delors, «proche collaborateur de Mitterrand», déclare même dans une interview au *Point* : «*On*

*estime qu'une réduction de 10 % de la durée du travail entraînerait une baisse de production de 6 % la différence étant compensée par une meilleure productivité, ose-t-il préciser. Il ajoute : «dans l'absolu, si l'on ne veut pas alourdir les charges des entreprises, il faudrait donc diminuer les salaires de 6 %.* Mais les pouvoirs publics au lieu de financer le chômage pourraient payer une partie de l'opération». Puis Delors propose comme autre solution de partager le même poste de travail entre deux ouvriers. Boulin n'envisage-t-il pas exactement les mêmes solutions ?

## Nouvelle ministre : la promotion électorale

«*Mon ministère disparaîtra quand il n'aura plus de raison d'être, quand il y aura un tiers des femmes au gouvernement et au Parlement*», a déclaré la nouvelle ministre de la Condition Féminine, qui se définit comme «*féministe, sans sortir les griffes*», et affirme que «*les hommes et les femmes sont complètement différents. Mais leurs rapports ne doivent pas s'exprimer en termes de hiérarchie ou d'inégalité*». Ce qui ne l'empêchera pas de rester sourde aux revendications profondes des travailleuses pour leur dignité, pour l'égalité, pour la multiplication des crèches, etc...

Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque

## L'UDF étudie...

A peine rentrés de l'université d'été du PR qui se tenait à Nice, les parlementaires UDF repartiront à Toulon pour des «*journées d'études*». Afin de mieux comprendre la politique du gouvernement, l'UDF a officiellement invité Barre. En revanche les parlementaires RPR qui se réuniront eux deux jours plus tard à Biarritz n'ont pas invité le premier ministre... Cela n'a pas empêché Barre de s'entretenir, entre autres, avec le président du groupe parlementaire RPR lundi prochain afin de discuter de l'ordre du jour de la prochaine session parlementaire.

## Le RPR prépare son Congrès

Le comité central du RPR se réunira le 10 octobre. A cette occasion, les responsables du RPR prépareront le congrès extraordinaire qui devra définir la position du mouvement par rapport aux élections au parlement européen qui se tiendront en juin prochain.

## Au delà de l'accord Peugeot - Chrysler (2)

# LES DESSOUS D'UNE ENTREPRISE

Par Frédéric CORDIER

● Peugeot, tant à l'honneur ces temps-ci, s'est doté d'un arsenal répressif qui n'a rien à envier à ses associés Citroën et Simca-Chrysler : ici et là, comme nous l'avons vu hier, ce sont syndicats jaunes, maîtrise policière, encadrement et division. Mais si cela est nécessaire à ce patron de choc, ces mesures ne suffisent pas à remplacer le paternalisme d'antan.

C'est pourquoi la direction a tenté, parallèlement, de constituer par d'autres moyens un nouvel esprit maison : un corporatisme moderne, sous le signe du progrès, impulsé par la Direction du Personnel et des Relations sociales.

Son impact ? La direction elle-même ne s'illusionne pas là-dessus.

« Il y a maintenant deux directions dans la boîte ; ça montre nettement ce qu'ils veulent : il y a la direction d'usine chargée de la production, et puis il y a la DPRS... Et celle-ci a vraiment les pleins pouvoirs sur les bonshommes, c'est un peu les flics. »

### L'INFORMATION, ON VA S'EN OCCUPER

« En 68, dans les négociations, on reprochait à la direction l'absence d'information. On voulait la liberté d'information, des panneaux syndicaux plus grands, mieux placés, la distribution de tracts dans la boîte... Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Taylor, directeur à l'époque à Sochaux, a répondu : « C'est vrai, l'information a été négligée. On va s'en occuper maintenant. »

Il y avait bien une revue pour le groupe, « Vite et loin », le premier bulletin d'entreprise en France. Cela ne convenait guère. Peugeot a embauché : le rédacteur en chef de L'Est Républicain, à Montbéliard, a quitté sa place ; il est devenu un des responsables de la presse sur l'ensemble du holding Peugeot. Le résultat ne s'est pas fait attendre.

« D'abord, chaque semaine, le JIP, Journal d'Information du Personnel ; au départ, il ressemblait un peu à un journal de petites annonces, plein de trucs

pratiques, de publicités. Tout doucement, le JIP est devenu un organe d'information politique, avec les prises de position du patron. Il y a celui de Sochaux. Mulhouse a le sien ; chaque usine a son canard.

« Puis ils ont modifié le journal d'entreprise *Vite et loin*. C'est plus un journal de flatteries, la bonne revue bourgeoise, sur papier glacé, qui parle de safaris-autos, de médailles de travail, et de décès.

« Après, ils ont commencé à diversifier l'information par couches :

— les cadres ont une information directe, précise, spécifique.

— Ensuite, les ETAM, qui ont la leur.

— Après, il y a les ouvriers hautement qualifiés, considérés comme des maîtres-ouvriers, qui reçoivent les petites brochures leur expliquant le problème de l'énergie, ou autre chose justifiant leur politique. Et le fait qu'ils le donnent à certaines couches professionnelles, tu vois comme ça peut diviser par rapport aux autres. »

### LES CHEFS PAYENT LEUR TOURNÉE DE COGNAC

Depuis deux ans, la direction a également mis en place des cours de formation d'un type bien particulier, des stages qui durent 20 heures, à raison de deux heures par jour. Entre au-

tres, on y traite d'économie : « Par exemple, disent les formateurs, prenons le budget familial — les stagiaires ont une planche avec des jetons. Un jeton vaut tant. Vous avez votre salaire, plus les allocations familiales, cela représente tant de jetons ; mettez-les sur votre planche. Voilà pour les entrées, les dépenses maintenant : votre loyer, l'assurance, la nourriture, etc. Enlevez les jetons correspondants. » Tout à coup, le stagiaire se retrouve avec deux ou trois jetons : « Vous voyez, vous ne pouvez pas mettre de l'argent de côté : avec cela, si vous avez une maison, vous pourrez acheter un sac de ciment pour finir votre entourage. Si vous habitez dans un bloc, vous aurez une perspective d'investissements pour acheter une maison. Les investissements chez Peugeot, concluent alors les animateurs, c'est comme cela qu'ils fonctionnent : il n'y a pas de bénéfices. »

Enfin, pour clore le stage, les formateurs offriront le restaurant... dans une des cantines de l'entreprise, le vendredi à midi. La maîtrise est de la partie. Autour de la table, un cadre, un stagiaire, un chef, un stagiaire... et l'on mange. Et l'on parle en mangeant. C'est le plus important : faire parler. Les chefs payent la tournée de cognac, et ainsi de suite jusqu'à 5 heures.

« C'est bien, demandent les cadres, dans votre équipe ? Il y a de bons rapports ? » « Oui, mais il y a un tel, qui nous embête avec son syndicat. » Ainsi, tout doucement, ils enquêtent sur l'état d'esprit dans l'atelier. En fin de compte, c'est le principal but de cette formation particulière. Et trois semaines plus tard, ce sera un autre cours, de pneumatique, ou d'hydraulique, où seront même envoyés des ouvriers qui sont à trois mois de la retraite, mais qui connaissent bien l'usine.

Passage révélateur de leurs intentions, la discussion à bâtons rompus : « Bon, nous allons nous retirer, et si vous avez des questions à poser, écrivez-les au tableau, c'est anonyme. Ils ont pris soin, dans le choix des stagiaires, d'avoir un informateur. Les questions — rituelles — sur le programme commun ne les gênent pas. « Ce n'est pas du ressort de cette discussion. Mais s'il est question de liberté dans l'entreprise, la discussion est plus nerveuse. »

### VA VOIR LE CONSEILLER

Enfin, dernier atout dans la panoplie, la mise en place de conseillers d'ateliers. S'appuyant sur la faible combativité des organisations syndicales, Peugeot a entrepris de leur couper l'herbe sous les pieds. Il a installé dans les ateliers des gens dont la seule tâche consiste à drainer toutes les réclamations des travailleurs : « Chaque fois qu'un gars va voir son délégué, pour résoudre un problème, il ne résout rien. Mais si, avec sa demande de mutation, de congé exceptionnel ou une erreur sur sa fiche de paye, il se pointe vers le conseiller d'atelier, ça s'arrange souvent. Ce sont même les chefs qui lui diront : « Ce n'est pas moi qui m'occupe de cela ; va voir le conseiller d'atelier. »



Sochaux, septembre 74, pour populariser leur grève, les ouvriers d'un atelier de l'usine font des réparations gratuites.

L'objectif est double : court-circuiter les délégués syndicaux qui se sont spécialisés dans ce rôle de messieurs-bons-offices, et ce, encore une fois, avec des personnages qui aient l'air de ne pas dépendre du corps répressif que représente la maîtrise.

### « PENDANT TOUTE CETTE PÉRIODE IL Y A EU LES ÉLECTIONS... »

Il en est cependant des conseillers d'ateliers comme des autres maillons du dispositif répressif et corporatif mis en place par Peugeot. Si cela s'avère d'une certaine efficacité, c'est que, du côté syndical, les responsables CGT et CFDT se sont employés à boucher toute perspective de lutte, et cela depuis 68. Depuis, il y a eu quelques grèves sectorielles en 1969. En 1974, à nouveau, la température montait dans les ateliers, où l'on disait souvent : « Tu verras, ça va

partir, et ce sera plus dur qu'en 68. »

Les responsables syndicaux étaient ailleurs : « Pendant toute cette période, il y a eu les élections qui les ont mobilisés sur ce terrain là au détriment du travail à la base. »

A Sochaux, particulièrement, a pesé cette lourde attente forcée dont a bénéficié Peugeot. Mais lui non plus ne se trompe pas sur les limites de la « paix sociale » qui règne à l'usine : depuis peu chez les chefs circule un questionnaire leur demandant si, en cas d'occupation, ils seraient prêts à répondre à un appel de la direction, à aller éventuellement chercher d'autres personnes de leur service...

C'est qu'au delà des verres de cognac et des cours d'hydraulique, au delà des conseillers-maison, une fois évanouies les promesses de changement, les questions de la lutte s'imposent à nouveau. Ces questions que redoute la direction Peugeot.

### « Si les syndicats avaient une autre allure... »

« Après Mai 68, la grande idée à la CGT, c'a été d'exclure tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec l'orientation de la lutte ceux qui avaient des idées un peu gauchos, comme ils disaient. »

La CFDT, elle avait commencé à s'étoffer sur des bases de classe et cela s'était développé par un travail dynamique dans les ateliers. Les réunions par exemple : on avait obtenu de la direction la possibilité de faire des réunions syndicales dans les ateliers, à des endroits précis ; et, à quelques délégués, nous en avons tenu dans les réfectoires pendant une période, au moment du temps de casse-croûte.

Nous faisons un débat, et les travailleurs participaient.

Les responsables syndicaux, eux, demandaient une heure payée d'information syndicale par mois. Mais à se contenter de le demander jusqu'à maintenant, ils n'ont rien changé, et la possibilité qu'ils avaient là, ils ne l'utilisent même pas... »

« Il commençait à y avoir une grande démocratie à la CFDT : chaque chose était discutée, ratifiée, aussi difficile que ce soit à organiser. Mais cela remettait en cause les accords signés avec la CGT. »

Alors, à la CFDT aussi, il y eut le temps des exclusions. Après la direction de Peugeot a commencé à attaquer les syndicats, dénonçant la « gestion scandaleuse » du CE. En leur faisant mener des actions juridiques, elle les a monopolisés là dessus, tant et si bien que ceux-ci ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Mais s'ils avaient une autre allure, même minoritaires comme ils le sont, avec les moyens dont ils disposent, s'ils faisaient dire aux ouvriers ce qu'ils ont à dire, ce serait tout à fait différent.



Douze pages de couleur, avec photos, le Journal d'Information du Personnel se présente bien. A l'intérieur, des petites annonces, un jeu de pronostics sur le championnat de football... Mais le plat de résistance n'est pas là. Chaque semaine, les plumitifs Peugeot martèlent cette idée : Peugeot, c'est le progrès social. Et d'apporter des chiffres à l'appui, de photographier deux ouvriers qui ont gagné une prime grâce à une suggestion technique, de ressasser les avantages sociaux ; une « revue de presse » permet de rappeler l'exemple japonais, de faire grâce à l'URSS de l'anti-communisme à bon compte.

Le fric, l'individualisme, voilà l'appât : des congés en plus grâce au Plan Individuel d'Épargne-Congé ; en cas de mutation, l'Assurance contre les Aléas de la Carrière, aide au Logement... Et la production ? Une page nous explique qu'il faut choisir « le progrès ou la fin de ses activités ». Mais il s'agit ici du progrès de la productivité...

Le débat public dans la CGT avant le 40<sup>e</sup> congrès

## VRAI DEBAT... OU DOSAGE DE LA PLACE DU PS ?

Cette fois, ça y est. Le débat tant annoncé par la Confédération CGT, dans l'optique de son 40<sup>e</sup> Congrès, a commencé dans *Le Peuple* d'abord, puis dans la *Vie Ouvrière*. Un débat qui de toute évidence, porte essentiellement sur le problème le plus ressenti par les syndiqués : les liens de la CGT et du PCF, que ce soit au niveau de la ligne, de l'attitude lors de la campagne électorale, et aussi des hommes qui dirigent.

Pourtant, à la lecture de l'ensemble des lettres publiées dans la presse confédérale, on se pose quelques questions. Non pas sur l'appartenance politique de leurs auteurs, ce n'est pas là le plus important. Mais il se dégage en fin de compte une impression de division artificielle des positions en deux catégories.

D'un côté, ceux qui continuent à affirmer que la CGT a eu raison sur toute la ligne. Ainsi, dans la lettre d'Henri Talappy, on peut lire cette critique très claire adressée aux gens du PS dans la CGT : «Quant à dire qu'il a manqué une intervention réelle et consciente des travailleurs, je trouve cela un peu déplacé de la part de certains qui ont demandé à être relevés de leurs fonctions syndicales pour faire la campagne électorale de leur parti, et qui, maintenant, se retournent contre la CGT pour l'accuser d'avoir une part de responsa-

bilité dans l'échec de la gauche. Je le répète, la CGT n'a rien à se reprocher dans cet échec...». Le Bureau du Syndicat PTT du Var, quant à lui, revient sur «la lettre de 9 militants syndicaux» publiée il y a quelques semaines dans la *VO*, pour condamner une nouvelle fois cette entreprise de syndiqués proches du PS. Une autre lettre émanant aussi d'un militant des PTT refait ce même procès, et n'hésite pas à qualifier la CFDT, en bloc, de «réformiste».

De l'autre côté, plusieurs lettres condamnent assez clairement l'alignement de la direction CGT sur les positions du PCF. Ainsi la section syndicale SNETP-CGT du LEP de Savigny sur Orge indique : «Nous estimons que l'échec électoral de la gauche est dû à la rupture de son unité. Mais nous estimons aussi que la prise de position de la direction de la CGT n'a fait que renforcer la divi-

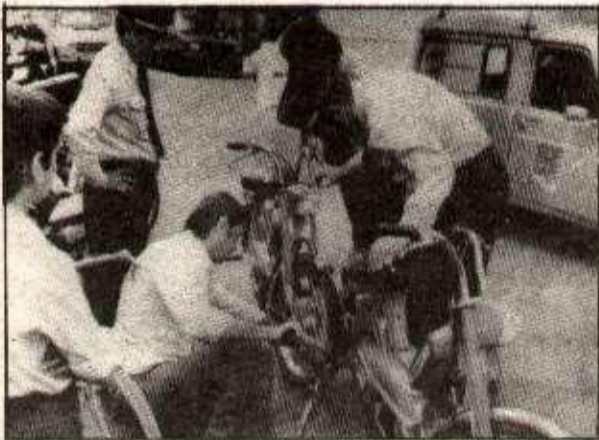
sion. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. La direction aurait dû tenir compte du désir unanime de la majorité des syndiqués et de leur diversité d'opinion. Or tout s'est décidé en dehors d'eux...». Une autre lettre, de J. Salle, membre du secrétariat de la région des pays de Loire, remet en cause le soutien au programme commun : «Est-il souhaitable d'engager tout notre poids d'organisation syndicale dans un processus qui peut être remis en cause par un ou plusieurs partis signataires ?». Ces critiques bien que partielles ne sont pas sans intérêt. Mais elles sont plus ou moins escamotées au profit de points de vue plus ouvertement pro-PS, développés par exemple par Jeanine Parent dans *Le Peuple*. Elle se demande, et elle n'est pas la seule «par quels mécanismes les principaux responsables des UL, des UD, des syndicats, des secrétaires confédéraux appartiennent tous à un même courant politique», et propose d'«interdire le cumul des mandats politique et syndical à haut niveau ou nom-

mer à ces postes des responsables des divers courants politiques».

C'est bien en fait cette deuxième solution qui se dessine dans les faits, quand on sait que le bureau confédéral lui-même n'hésite pas à donner comme directive (orale bien entendu) de trouver des candidats PS pour la prochaine direction ! PS, mais sans trop d'envergure politique ! En quelque sorte, il faudrait faire un peu de place, pas trop, aux gens du PS ! Mais pourquoi donc, peut-on se demander ? N'en avons nous pas assez de ces histoires de chapelle, de ces querelles de partis ? Discuter des orientations, participer largement à ce débat, tirer avec les syndiqués le bilan de la période électorale, c'est nécessaire, c'est une bonne chose. Mais pas pour qu'on nous resserve sous une autre forme les querelles de la gauche, et qu'ils se repartagent les directions, après tout ça ! Ce qui intéresse les travailleurs syndiqués à la CGT, ce n'est pas de telles combines. Et ce n'est pas de couverture à ces redistributions que doit servir le débat engagé avant ce 40<sup>e</sup> Congrès !

Monique CHERAN

### Flagrants délits !



Des flics sont surpris en train de couper les antivolés des mobylettes... pour les emmener à la fourrière.

## Le MRG à la tour Montparnasse

●Après l'état-major de la gauche en 1974, après le RPR qui l'a quittée il y a quelques mois, le MRG s'est installé tour Montparnasse depuis quelques semaines.

«Venez voir par vous-mêmes, nous sommes terriblement à l'étroit» se lamente M. Loncle, membre du bureau national du MRG. Précisons d'emblée qu'il ne parlait pas de la marge de manœuvre du mouvement aux destinées duquel il préside avec Crépeau, mais du nouveau local national de sa formation, tour Montparnasse. C'est qu'en effet, la défection de Diaz, grand argentier du petit dernier de feu le programme commun, a posé au mouvement d'épineux problèmes de financement.

Fait sans précédent dans l'histoire de cette branche du radicalisme, il a été imaginé de faire payer les parlementaires. De source très proche de la direction nationale, on avoue que cela ne se fait pas sans difficultés. Certes, la plupart des députés suivent Crépeau plutôt que Fabre,

soucieux que sont ces messieurs de ne pas perdre leurs soutiens électoraux. «Seul, Fabre a fait des histoires pour verser sa quote-part sur ses indemnités parlementaires, assure-t-on de même source. En revanche, cela a été moins facile du côté des sénateurs.» Selon M. Loncle, la cotisation des parlementaires a été fixée à 1 500 F par mois. Naturellement, en ce qui le concerne, il nie qu'il y ait des difficultés à faire rentrer cet argent. «Même Fabre, avant qu'il ne se soit placé lui-même hors du mouvement, a régularisé sa situation.»

Même en portant crédit à ces affirmations, cela n'explique toujours pas comment le MRG peut se payer un loyer tour Montparnasse et financer ses activités.

Pas de doute, de nouveaux mécènes alimentent la caisse. Toutefois, pour plus de sûreté, serait à l'étude un système de cotisation pour les militants avec un barème à cinq échelons. Presque une révolution dans la vie du mouvement.

## Communiqué de l'Union Ouvrière et Populaire

### Objectifs de lutte de la rentrée

#### A propos du chômage

Comme le laissent craindre les prévisions les plus pessimistes, le chômage a encore augmenté d'une manière sensible. C'est ce qui apparaît à la lecture des statistiques officielles, désormais ouvertement trafiquées depuis que les services de Messieurs Metais et Bevilacqua ensuite ont donné l'indication d'éliminer des listes d'attente tous ceux qui découragés, ont cessé de pointer.

A cela, vont s'ajouter les jeunes qui comme chaque année à la même époque arrivent sur le marché de l'emploi et les travailleurs des secteurs que, le gouvernement, une fois levée l'hypothèque électorale cessera à l'avenir, de tenir à bout de bras (textile, Réparations Navales...).

Devant les prévisions toutes plus inquiétantes les unes que les autres (comité de l'emploi du 7<sup>e</sup> plan, experts de l'OCDE, projection 83 de l'INSEE), et devant les menaces qui pèsent sur le système d'indemnisation, en particulier les 90 %, l'UOP a décidé de lancer une campagne nationale de grande ampleur notamment sur le thème «Vers les deux millions de chômeurs ? Etat, patrons, municipalités, à vous de payer». De nombreux contacts vont être noués avec des associations diverses (syndicalisme du cadre de vie, associations familiales, Unions locales des syndicats, groupes femmes), afin de donner le maximum d'ampleur et de résonance aux actions qui vont être entreprises en particulier

- pour la valorisation des droits déjà acquis et le rattrapage des retards
- contre les expulsions, les saisies, les mises sous tutelle de familles de chômeurs ;
- pour l'indemnisation, y compris par les municipalités, de tous les chômeurs, même les jeunes qui n'ont jamais travaillé,
- pour l'embauche dans les entreprises et les municipalités

**NON AU CHÔMAGE !  
NON AUX LICENCIEMENTS !  
VERS LES 2 MILLIONS DE CHÔMEURS :  
UN SEUL RESPONSABLE,  
LE CAPITALISME EN CRISE !**

#### A propos de la rentrée scolaire

Cette année encore, la rentrée s'effectue pour les familles populaires aux prix de difficultés accrues : la hausse des prix avec des indices d'été particulièrement élevés, la hausse des loyers à partir de juillet et celle prévue des tarifs publics, l'augmentation sensible des impôts, en particulier celle des impôts locaux, autant d'éléments qui sont connus.

Dans ce cadre, le prix des fournitures scolaires a fait un bond en avant particulièrement sensible : quoique une publicité parfaitement mensongère, et cynique quant au fond, prétende le contraire, les études effectuées par les associations familiales et les unions de consommateurs montrent que la hausse est plus sensible que l'année dernière —notamment en ce qui concerne les vêtements et les ouvrages scolaires — et qu'elle s'accompagne d'une dégradation encore plus nette de la qualité des produits qui sont exposés dans les grandes surfaces.

Dans le même temps, les associations de parents et des syndicats d'enseignants dénoncent la façon dont l'actuel ministre de l'éducation a planifié cette année la rentrée : manque de personnels et de crédits, fermeture de sections et même d'établissements, surcharge d'effectifs et dégradation des locaux, tous ces problèmes se sont trouvés encore aggravés.

Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, l'UOP, en liaison avec les associations et groupements pré-cités, engagera toute une série d'actions, pour dénoncer à la fois les «bavures» de la rentrée, le caractère scandaleux de la publicité effectuée partout et des profits réalisés sur le dos des parents, et le caractère dérisoire de ce que le gouvernement ose encore appeler «une aide» aux familles ; dans le même temps, et en prévision d'une intense campagne contre le chômage, elle s'efforcera de nouer des liens étroits avec les jeunes de l'enseignement professionnel dans le but de les informer sur la réalité de l'avenir qu'on leur prépare.

Union Ouvrière et Populaire

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



## LUTTES OUVRIERES

Djillali Silarbi

notre frère  
de combat  
n'est plus.

Djillali Silarbi, notre frère de combat, n'est plus. Djillali, accrocheur à Sacilor-Ébange, 26 ans, marié et père de trois enfants, est mort à son travail, vendredi dernier, à 22 h. A notre indignation, à notre révolte face à ce nouvel assassinat du capital, s'ajoute une peine profonde. Car pour nous, Djillali était depuis de nombreuses années un frère de lutte. Que de combats avons-nous menés ensemble.

Djillali, «formé» au centre d'apprentissage Sollac, a connu très tôt la féroce exploitation des barons de l'acier, les brimades et les insultes des chefs racistes. Après 1968, il milite aux côtés des premières forces révolutionnaires qui se constituent dans notre région. A l'apparition du parti, il nous témoigne sa sympathie. Ainsi, il est amené à collaborer à des articles du Quotidien du Peuple. Son dynamisme avait fait de lui un militant très apprécié des autres travailleurs. Son courage (ainsi, lors des attentats racistes) lui valait une profonde amitié des travailleurs immigrés. Sa maturité, le sérieux de sa réflexion, son intégrité, ont plus d'une fois été appréciés dans de nombreuses et riches discussions que nous avons régulièrement avec lui.

Militant syndical actif, délégué du personnel, membre de la commission nationale immigrés CFDT, il avait été amené, à plus d'une reprise, à défendre des positions de classe dans son syndicat; dernièrement, il œuvrait à la reconnaissance claire par sa Confédération de l'intégralité de la plate-forme revendicative des résidents Sonacotra en lutte, et notamment pour la reconnaissance du Comité de coordination.

Très attaché à la lutte de libération nationale de son peuple, il était très attentif aux problèmes de l'édification d'une Algérie indépendante, face à laquelle son enthousiasme ne dissimulait nullement ses craintes, ses réticences, ses critiques.

Pour nous, pour les travailleurs de notre région, la disparition du camarade Djillali est une perte importante, nous continuerons le combat qu'il a prématurément quitté.

Section PCR de THIONVILLE

Elastelle (le Puy)

# LES 3 TRAVAILLEURS ARRÊTÉS FINALEMENT LIBÉRÉS

Manifestation de solidarité ce mercredi

La colère gronde, à l'usine Elastelle du Puy. Mardi, l'équipe d'après-midi, en grève totale, retenait dans les locaux, le directeur. Il faut dire qu'en quelques jours, les ouvriers d'Elastelle ont pu voir le libéralisme avancé de Giscard sous tous ses aspects : avant les vacances, à trois jours du départ, le patron

annonce 81 licenciements, 9 préretraites, et la fin des 21 contrats-formation. Ce lundi, alors que le ministre Barrot, le préfet de la Haute Loire et la direction avaient accordé une entrevue aux syndicats, les travailleurs se voient agressés par des CRS déchainés, descendus en trombe de cinq cars. Résultat, une

douzaine de blessés, dont trois ont dû être hospitalisés. 3 manifestants étaient arrêtés, sous le grossier prétexte de violence avec port d'armes : Daniel Boudoul, Pierre Tempere et Bruno Decals.

Mardi après-midi, un mandat d'arrêt était lancé contre un 4<sup>e</sup>. En fin d'après-

midi, les trois travailleurs arrêtés ont été finalement relâchés. Après ce premier recul, les travailleurs d'Elastelle ont décidé de «libérer» le PDG de l'usine, non sans qu'il se soit engagé auparavant à payer dans un premier temps les jours de grève à 100 %. Second recul. Reste bien entendu la raison pour laquelle les grévistes ont arrêté toute production : les licenciements. Sur ce point, le directeur de l'usine s'est engagé à ce qu'il n'y ait aucune suppression d'emplois, si les actionnaires de la société acceptaient le plan de l'inter syndicale. Rien n'est donc encore sûr ! La bataille doit donc continuer. En outre, les travailleurs exigent parallèlement la levée officielle de toute poursuite contre leurs trois camarades qui avaient été arrêtés. Ce mardi soir, la décision prise en début de semaine de manifester mercredi, était toujours maintenue : une initiative inter syndicale et interprofessionnelle, en soutien aux travailleurs d'Elastelle.



△ Début 76, les ouvriers d'Elastelle apportent leur soutien aux tanneurs.

La Haute Loire

## 1 travailleur sur 10... sans travail

Les ouvriers d'Elastelle, au Puy, ont donc engagé durement la bataille contre les licenciements. Comment ne pas comprendre cette détermination — que le pouvoir tente de casser par la force — quand on connaît la situation de l'emploi au Puy et en Haute Loire ? La situation, c'est un adulte sur 10 au chômage, des petites usines, aux mains de firmes multinationales ou de petits patrons locaux, qui n'embauchent plus depuis belle lurette. Si par hasard, — pour quelques jours ou quelques semaines — un chômeur trouve un emploi, c'est pour un salaire de misère extrême : la Haute Loire est le département où il y a le plus grand nombre de bas salaires, le patronat jouant sur le nombre de travailleurs sans emploi. La boucle est bouclée !

Les petits paysans aussi en voie de prolétarianisation viennent grossir les rangs des chômeurs ; des exploitations minuscules, auxquelles s'ajoutent une terre ingrate, un climat défavo-

nable : autant de raisons qui les conduisent à la faillite. Chômeurs, comme les ouvriers, ils n'ont qu'un choix : s'expatrier. Mais où ? Dans les départements limitrophes ? C'est la Lozère, le Cantal, l'Ardeche, départements hautement industrialisés comme on sait.

Le Puy avec ses 2 500 chômeurs est le fidèle reflet de la situation du département.

Mais les travailleurs relèvent la tête. Aujourd'hui, c'est Elastelle, tandis que la lutte des tanneurs dure depuis mars 74. De l'opposition au déménagement des stocks de l'usine à cette époque, à l'occupation de la préfecture, en passant par la journée «ville morte» en 77, les tanneurs n'ont cessé leur combat depuis quatre ans. Un combat, symbole de cette volonté de «vivre et travailler au pays», qui rassemble autour de lui une partie importante de la population du Puy. A chaque manifestation importante un habitant sur trois, ne descend-il pas dans la rue,

au coude à coude avec les tanneurs ?

Leur colère, et leur détermination (qui est celle de toute une région), les hommes du pouvoir ont eu à l'affronter, à plusieurs reprises, cette année : qui ne se souvient pas de la campagne électorale, où Barre, venu pérorer dans un meeting au Puy, dut s'enfuir par une fenêtre, pour éviter des manifestants avec à leur tête les travailleurs des Tanneries ! Qui ne se souvient de Barrot, ministre du Commerce et de l'Industrie, député de la région, contraint lui aussi d'achever au pas de course, l'inauguration d'une foire ?

Alors, face à la lutte des travailleurs du Puy, le pouvoir n'a eu qu'une seule réponse : la répression : de la journée du 15 janvier 77, où le pouvoir envoya ses flics charger les tanneurs à la répression contre les ouvriers d'Elastelle, les exemples ne manquent pas.

R. F.

Tuileries de Beauvais

## Grève contre les conditions de travail insupportables

Dans les usines de Saint-Paul et d'Auneuil de la société «Les tuileries de Beauvais» dans l'Oise, les conditions de travail sont proches de ce que l'on connaissait au début du siècle. Toute la journée, les travailleurs manipulent des produits toxiques sans la moindre protection. De plus, les bâtiments de ces usines sont d'une vétusté proche du délabrement. Construites il y a près de

80 ans, les installations sont toujours les mêmes. C'est donc dans des conditions particulièrement pénibles que les 235 ouvriers de ces deux tuileries travaillent chaque jour.

De plus, les conditions de vie ne sont pas meilleures puisque les logements où habitent les ouvriers sont dans un aussi triste état que les usines. Dans ces logements qui appartiennent au patron,

les toitures sont particulièrement pourries et le patron refuse obstinément de les faire réparer. C'est parce que tout cela est devenu insupportable que les ouvriers se sont mis en grève illimitée. Au premier plan de leurs revendications, ils ont mis «le respect de l'être humain» par le patron.

Cette lutte contre les conditions de travail proches du bagne, reçoit le soutien actif de la population. Les habitants ont en effet également à se plaindre de ce patron particulièrement réactionnaire : le fuel lourd utilisé pour le four de cuisson dégage une telle pollution que la nuit, l'atmosphère est irrespirable, selon les constatations faites par le médecin d'Auneuil. Celui-ci estime d'ailleurs que, d'une manière générale, les conditions de vie et de travail aux Tuileries de Beauvais sont «inacceptables».

C'est pour cela que les ouvriers ont entrepris leur grève, lassés d'attendre des améliorations qui ne venaient jamais.

## TANNERIES DU SUD-OUEST

### 1 700 licenciements annoncés

1 700 licenciements sont annoncés dans le Sud-Ouest. Deux entreprises de traitement de peaux viennent de déposer leur bilan : Imbert, dans le Lot et Garonne, où travaillaient 630 personnes, et Sovillac en Gironde qui comptait 1 100 salariés.

Ces nouveaux licenciements interviennent dans le cadre de la restructuration, et de la liquidation des «canards boiteux» ; les tanneries sont un des secteurs les plus touchés avec les précédents du Puy, Annonay, Bort-les-Orgues...

Paris, de la République à la Bastille

# SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IRANIEN

«Shah fasciste, assassin !», «Liberté pour le peuple iranien !» aussi «Shah fasciste, assassin, Giscard complice !» scandaient mardi soir, les manifestants qui, de la République à la Bastille, parcourus auprès duquel était placé un important dispositif policier, avaient tenu à

clamer leur indignation et leur colère contre les massacres de Téhéran et dans tout l'Iran, et leur soutien total à la lutte du peuple iranien. A la fin du cortège des patriotes iraniens particulièrement combattifs. Voilées, porteuses d'un foulard, poussant des lances, quelques femmes

iraniennes précédaient d'autres militants iraniens se réclamant du mouvement religieux musulman et scandant notamment avec force, le poing tendu : «Vive l'Ayatollah Khomeini !», dont le portrait était brandi par des manifestants, et «lutte jusqu'à la victoire !» Plus loin suivait un autre cortège iranien : les militants étudiants du collectif de l'UEI (CISNU) avec leurs banderoles, et dont les mots d'ordre débordant largement la seule dénonciation de la répression, proclamaient : «A mort ! à mort ! le régime fasciste qui tue les patriotes !», «Vive le soulèvement populaire en Iran !», «Une seule solution, la révolution !». Le cortège du PCR ml s'était joint à ces patriotes voulant marquer ainsi son étroite solidarité avec le peuple iranien en lutte contre le régime fasciste et la mainmise étrangère.

## L'OPERATION PUBLICITAIRE DU PCF

Dans l'esprit des dirigeants du PCF, la manifestation de mardi devait être dans une large mesure une opération de publicité et une occasion de tenter de ressouder les rangs, chez eux, en essayant de profiter des sentiments de solidarité des travailleurs français avec le peuple iranien. Arrivée tapageuse de Marchais, entouré de dizaines de gorilles et d'une claque, escorté de nuées de photographes. Vente agressive de badges, vendeurs de *L'Huma Dimanche* «pour soutenir le peuple iranien, achetez *L'Huma Dimanche* !». On a même vu des chasseurs d'adhésions nostalgiques de la fête de *L'Huma*. Et aussi «pour les droits de l'homme, pour les libertés avec les communistes», scandés farouchement par des élus locaux de la Seine Saint-Denis. Mais cela ne passait guère !



## INFORMATIONS GENERALES

Les mensonges de la gauche à Thionville

# MARS 78 : NON A CATTENOM SEPTEMBRE 78 : OUI A L'EDF !

Passée l'échéance électorale, les promesses démagogiques de la municipalité de Thionville n'ont pas tenu. Elle prenait à l'époque position contre le site nucléaire de Cattenom, espérant gagner des voix chez les électeurs hostiles à la Centrale, en particulier du côté des écologistes... Le conseil municipal de Thionville est à majorité PCF depuis le passage au PCF d'un élu CERES élu sur la liste du PS. Aujourd'hui, malgré tout ce qui les oppose, les élus PCF et PS de Thionville semblent s'être mis d'accord pour revenir sur leurs promesses et marchander avec EDF des avantages dérisoires en échange de la construction de la centrale. Mal leur en a pris, car à l'endroit même où devaient avoir lieu les tractations avec EDF de nombreux militants anti-nucléaires sont intervenus, mardi 12 septembre. Nous publions la lettre ouverte des Amis de la Terre de Thionville qui fait le point sur le double jeu de la municipalité et

appelle les travailleurs à la riposte !

## LETTE OUVERTE DES AMIS DE LA TERRE DE THONVILLE

«Le 14 avril 1977, le conseil municipal de Thionville se prononçait contre l'implantation de la centrale nucléaire et définissant sa volonté de soutenir la lutte anti-nucléaire locale. Dans ce sens le 18 janvier 1978 et à la demande de plusieurs associations, la municipalité mettait en place une commission extra-municipale contre la centrale nucléaire, à laquelle elle participait.

Nous ne pouvions alors que nous féliciter de telles initiatives. Mais aujourd'hui nous prenons connaissance d'un texte émanant de la réunion du 31 août à laquelle participaient monsieur le Maire et ses adjoints, compte rendu dans lequel il est dit ceci : «Centrale nucléaire de Cattenom : le conseil d'Etat ayant émis un avis favorable à la déclaration d'utilité publique relative à la construction de la centrale nucléaire de Cattenom, la

municipalité estime, bien que le conseil municipal soit opposé à la réalisation de cet ouvrage, qu'il convient dorénavant de tenir compte de cette implantation dans ce secteur, de tirer le maximum d'avantages pour notre ville. C'est ainsi qu'une réunion de prise de contact avec M. Lacroix, d'EDF Lyon service équipement est envisagée dans les prochains jours.

Messieurs le maire Deleumont, le secrétaire général et le directeur général des services techniques y participeront.

Les points suivants pourront être débattus : fourniture d'eau potable par Thionville (3 000 mètres cubes par jour à 7 000 mètres cubes) construction de logements EDF à Garche ; épuration commune Garche Koenings macker Cattenom et EDF. Bénéfice des aides spéciales «grands chantiers».

Les élus municipaux seront informés de ce qui se dégage de cette réunion et seront invités à définir la ligne de conduite de la ville pour l'avenir sur ce point particulier au cours d'une

réunion des commissions réunies fixée au mercredi 20 septembre à 20 h 30. La réunion avec EDF est fixée au mardi 1<sup>er</sup> septembre à 14 h 30.

En conséquence nous accusons la municipalité de fatalisme, la décision du conseil d'Etat sur la déclaration d'utilité publique n'a pas encore été rendue officiellement, mais officieusement.

D'autre part, cette décision n'est nullement irrévocable et ne peut empêcher une action judiciaire visant l'annulation.

Par cette attitude la municipalité abandonne la lutte sans nullement tenir compte de l'avis des thionvillois. Nous accusons donc la municipalité d'abus de confiance auprès de la population.

Les Amis de la Terre de Thionville appellent la population de Thionville à manifester publiquement son opposition au projet de centrale nucléaire de Cattenom, pour mettre un terme à ces nouvelles manœuvres.

## L'adjoint du maire de Thionville «Et puis il faut voir...»

Les militants de diverses organisations et comités antinucléaires locaux qui n'avaient pas bien sûr été invités à la réunion municipalité-EDF du 12 septembre ont décidé de s'y inviter eux mêmes. Ils ont surpris les représentants d'EDF en pleine réunion de travail avec un adjoint représentant la municipalité de Thionville. Le programme de ces messieurs était dérangé. Le représentant de la municipalité ne s'attendait à pas cela. Invité par les militants antinucléaires à s'expliquer il tenta piteusement de se justifier : «La population de Thionville a voté en majorité à droite aux dernières élections (le député qui a été élu est PR) et a donc voté pour la centrale de Cattenom. La municipalité est donc bien obligée d'en tenir compte».

«Nous ne faisons pour le moment que rassembler des éléments. Aucune position n'est prise». (comme si le fait de discuter avec EDF de l'implantation de logements pour les travailleurs de la centrale futur ne signifiait pas que la position est déjà prise. «Et puis il faut voir. La construction de la centrale favorisera l'emploi. On pourra récupérer l'eau chaude...». On croirait entendre parler EDF !

La démagogie du PCF et du PS avant les élections a pu faire illusion chez un certain nombre de travailleurs. Eh bien maintenant le voile tombe !

Correspondance de Thionville

## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

### A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
- Pékin information.
- La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

##### LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Haratzi)
- Ecoles rurales, quel avenir
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

#### LIBRAIRIES

Aix en Provence  
Librairie quotidienne  
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon  
Lib. Les sandales  
d'Empédocle  
Place Victor Hugo -  
138 Grande Rue. (10 %)

Bourges  
Lib. Nathanaël  
4, cours Avaricum.

Brest  
Lib. Graffiti (10 %)  
Place Saint-Louis  
Caen

La Licorne (10 %)  
Rue Froide  
Clermont-Ferrand

Lib. Jean Rome (10 %)  
1 rue des Gras  
Evreux

Lib. Dubois-Dehayes  
rue Chartraine (5 %)  
Grenoble

Le Livre ouvert  
Cours Fontaine (10 %)  
La Rochelle

Lib. La Genette (5 %)  
Rue Rougemont  
Le Mans

Lib. La Taupe  
2 quai amiral Lalande  
(10 %)

Lille  
Librairie populaire  
40 rue de Guesdes

Lyon

Librairie populaire  
226 rue Duguesclin (3°)  
(10 %)

Marseille  
Librairie Lire (10 %)  
Rue Sainte (1°)

Metz  
Librairie Géronimo  
Rue du Pont des Morts  
(10 %)

Montluçon  
Le Bouillon de culture  
15 rue Barathon (10 %)

Nice  
Le Temps des Cerises  
50 bd de la Madeleine  
(10 %)

Nantes  
Librairie 71 (10 %)  
50 bd de la Madeleine

Orléans  
Les temps modernes  
rue N. D. de Recouvrance  
(5 %)

Quimper  
Calligrammes  
23 rue du Sallé (10 %)

Perpignan  
Le Futur antérieur  
22 rue Grande-la-Réal  
(10 %)

Reims  
Le Grand jeu  
20 rue Colbert

#### CINÉMAS

Châtelet-Victoria  
19 avenue Victoria 1°

Paris  
Saint-Séverin  
12 rue Saint Séverin (5°)  
Tarif étudiant : 10 F

La Clef  
21 rue de la Clef (5°).  
Tarif étud.

Seine Cinéma  
8 rue Frédéric Sauton (5°)

Lyon

Cinématographe  
44 cours Suchet (2°)  
Tarif collect.

(5 tickets : 40 F).  
Le Canut  
32 rue Leynaud (1°)

(tarif. étud.)

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

A Boulogne, cinq chalutiers à la casse,  
250 marins menacés

# POURQUOI LES BATEAUX POURRISSENT ILS ?

Un champignon menace la construction en bois

«On aurait pu couler sans comprendre». Marcel Dachicourt, propriétaire du *St Pierre*, se souvient du jour où, sur le chantier de réparation, il a découvert de proche en proche que tout son chalutier était pourri. C'était en septembre 1977. Depuis, quatre autres chalutiers artisanaux de la région d'Étaples sont partis à la casse. Il y a quarante bateaux en bois sur la région. Tous sont menacés par un champignon microscopique dont les spécialistes s'expliquent mal la prolifération. Un phénomène nouveau qui sonne le glas de la construction en bois et qui n'est peut-être pas étranger à la politique de rentabilisation des forêts.

### «ON POUVAIT ENFONCER LE COUPEAU DANS LA COQUE»

Marcel Dachicourt est marin-pêcheur depuis 25 ans. Son père l'était aussi. Adhérent de la coopérative maritime étaploise, il avait conduit son bateau à la réparation en août 1977, comme chaque année : «Il n'y avait rien de particulier. Les réparations étaient finies. J'avais remarqué des vaigrages pourris (la coque est tapissée de plaques de polystyrène, isolées de la cale à poisson par des cloisons de 20 mm, les vaigrages). C'était normal : tous les quatre-cinq ans, il faut les changer, car c'est du sapin. En les enlevant, on a vu un barreau de pont pourri. On a commencé à démonter, mais tout était pourri, du coque-ron avant jusqu'au poste d'équipage arrière. Même la coque était pourrie par l'intérieur : dans des bordées (pièces de bois juxtaposées qui forment la coque) de 5 cm, on pouvait enfoncer un couteau sur 3 cm. Seul le compartiment des machines, où le mazout pénètre le bois, était épargné.» Le bateau

était irremplaçable. Les cinq hommes d'équipage furent embarqués sur d'autres bateaux de la coopérative, et M. Dachicourt passa quatre mois à démolir et à récupérer ce qui pouvait l'être, surtout le moteur. Le phénomène était considéré alors comme isolé. Au chantier de construction, on avait même dit, de façon malveillante, que le pourrissement aurait été dû à une mauvaise aération des cales.

En août 1978. La coopérative étaploise décide de réviser minutieusement tous ses bateaux. Presque tous ceux qui avaient été construits après 1966 devaient se révéler atteints, à des degrés divers. Pour quatre d'entre eux, il n'y avait plus rien à faire. Pour d'autres, on pouvait envisager des réparations, pour les faire durer le plus longtemps possible au frais des pêcheurs, car les assurances ne couvrent pas ce risque. Et aujourd'hui, d'Étaples à Boulogne, c'est l'angoisse : «On n'a plus une pleine confiance dans les bateaux», explique un marin-pêcheur. Les réparations ont été bien faites, mais qui nous dit que le

mal ne va pas gagner tout le bateau.

### «UN CHAMPIGNON CLASSIQUE»...

La coopérative étaploise, dès l'incident du *Saint-Pierre*, a contacté le Centre technique du bois, avenue de Saint-Mandé à Paris. Des échantillons du chêne pourri furent analysés. Sans grand résultat. Au CTB, on ne parle qu'à contre-cœur de cette histoire d'ailleurs : «Il s'agit d'un champignon lignivore (qui s'attaque au bois), une pourriture cubique. Ce type de champignon microscopique est présent partout et se développe dans le bois si celui-ci est confiné et reste à l'humidité. La mauvaise aération d'une cale de bateau peut être un facteur favorable. L'utilisation d'une trop forte proportion d'aubier (bois tiré de la périphérie du tronc) ou de bois trop jeune aussi» explique le spécialiste qui a analysé le bois, mais n'a pu déterminer la nature exacte du champignon. M. Bigot, directeur de la coopérative étaploise, n'est pas très satisfait de ces hypothèses : «On ne peut pas mettre en cause une mauvaise aération des cales, en raison du nombre de bateaux atteints. Un bois trop jeune, ou de l'aubier, cela paraît étonnant aussi, puisque des pièces maîtresses comme l'étrave, ou des planches de 60 cm de large sont autant atteintes que les autres. On a pensé aussi aux produits utilisés, mais ça ne colle pas quand on examine les pièces atteintes». Au chantier Bla-

man, de Boulogne, qui s'est d'ailleurs reconverti dans la construction en polyester, on cite des cas similaires en Écosse et même en Bretagne. Ils doivent cependant être très rares : M. Dachicourt est allé faire le tour des ports bretons cet été et on l'a à peine cru lorsqu'il a expliqué ce qui lui était arrivé. Le chêne est au contraire très réputé pour sa bonne résistance au pourrissement.

### QUESTIONS

Alors ? On ne peut s'empêcher de rapprocher la prolifération du pourrissement, des nouvelles méthodes utilisées dans les coupes de bois, depuis que la rentabilisation à outrance du patrimoine forestier français, encouragée officiellement par l'ONF, est appliquée. Il est vrai que le bois est souvent coupé trop jeune, que les entreprises de coupe n'attendent pas la montée complète de la sève, garantie d'un bois sain, et que les précautions qui entouraient le bois ont été remplacées par des traitements chimiques massifs dont l'efficacité n'est pas toujours évidente.

En attendant, 250 marins et leur famille, plusieurs dizaines d'ouvriers spécialisés dans la charpenterie marine sont menacés dans leur emploi. Avec pour toute promesse de gouvernement des prêts à long terme et une éventuelle visite de Le Theule, ministre des Transports et chargé à ce titre de la pêche...

Eric BREHAT

# UNE ANTIDOTE A L'ALCOOTEST

Polémique au sujet de l'alcootest. Après avoir soulevé la colère des négociants en vins et des dégustateurs, l'alcootest soulève celle des partisans de son antidote. L'Alsaver, tel est le nom du produit pharmaceutique mis depuis peu en vente libre dans les pharmacies de Belgique. Sa composition est toute

simple : un peu de glucose, un peu de fructose, et de la chlorophylle.

Ce médicament, d'après les études réalisées par plusieurs laboratoires peut abaisser le taux d'alcool dans le sang dans les proportions variant de 52 à 26,5 % selon les individus.

Le médicament qui est

en fait un cocktail de sucres, permet de brûler plus rapidement l'alcool sanguin et possède comme tout morceau de sucre qu'on avale, des propriétés énergétiques et dynamisantes.

Le ministère de la Santé a dans un premier temps refusé l'autorisation de vente de ce produit, pour ne pas encourager des excès de boisson.

Mais suite aux protestations, en particulier du corps médical, sa vente sera autorisée, mais sans mentionner ses capacités anti-alcoolémiques, sur l'étiquette...

Le produit connaîtra sans nul doute un succès de vente rapide auprès de tous ceux qui veulent dé-

jouer l'alcootest. Une constatation intéressante est à faire : c'est que ce médicament «miracle» n'est finalement rien d'autre qu'une bonne ration de sucres, ration équivalente à celle procurée par un bon sandwich, quelques fruits sucrés et pour la chlorophylle, à quelques feuilles de salade. Ce qui confirme le vieil adage populaire : pour bien boire sans être saoul, il faut bien manger...

Reste que, ni l'Alsaver, ni un sandwich ne peuvent protéger le foie de l'intoxication chronique par l'alcool, c'est-à-dire de la cirrhose.

P.P.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942



# Visite à Changhaï



L'exposition industrielle de Changhaï présente les plus récentes réalisations industrielles de la ville et permet les échanges au sujet des technologies nouvelles.

Après la visite de Yen-an, et de sa région, le contraste est saisissant quand nous découvrons Changhaï. Située au bord de la mer, entourée de vastes étendues planes, Changhaï est une ville immense qui compte près de 11 millions d'habitants répartis en dix arrondissements urbains et dix districts de banlieue.

C'est le 28 mai 1949 que Changhaï fut libérée après avoir, à compter de 1843 subi l'occupation impérialiste pendant plus d'un siècle, utilisée alors comme importante base d'agression contre toute la Chine.

Dans l'ancienne Changhaï, celle d'avant la Libération, les industries se réduisaient en industries légère et textile.

Pour l'essentiel, elles étaient aux mains des impérialistes, équipées de matériel étranger et consommant des matières premières importées. Aujourd'hui, elle dispose d'une industrie diversifiée, sidérurgie, mécanique, électronique, chimie, industrie navale... qui la met en situation de soutenir l'édification de l'intérieur du pays, de fournir en produits industriels les différentes parties des pays. L'exposition industrielle que nous avons pu visiter à Changhaï reflète bien cette diversité, avec la présence de techniques de pointe et des réalisations dans des domaines très divers, depuis les machines-outils jusqu'au matériel agricole destiné à mécaniser progressivement à plus large échelle le travail à la campagne. Et Changhaï possède aussi des fabriques de médicaments dont des antibiotiques.

Située sur le cours inférieur du fleuve Yangtsé, la banlieue de Changhaï est constituée par une plaine fertile. Toutefois, avant la Libération, la production à un niveau très bas ne permettait même pas de nourrir le paysan.

La Libération a permis aux paysans de s'engager dans la voie de la collectivisation socialiste. Celle-ci a consisté d'abord en la mise en place des groupes d'entraide mutuelle, puis des coopératives de production agricole pour aboutir enfin à l'établissement général des communes populaires. La banlieue de Changhaï compte aujourd'hui 198 communes populaires sur une surface cultivée de 360 000 ha consacrés essentiellement à la culture du riz, du blé, du coton, des plantes oléagineuses et des légumes. Ainsi, dans cette grande ville très animée, nous pouvons voir le soir, affluer de toutes les directions de la banlieue, par divers moyens de transport, des légumes frais qui sont répartis dans les nombreux magasins de la ville. Ainsi, pour

l'essentiel la population de Changhaï est approvisionnée en légumes par la banlieue.

## Une glorieuse tradition révolutionnaire

Changhaï, dans le passé, s'est vue démembrée par les concessions impérialistes, ce qui a entraîné une répartition irrationnelle des constructions urbaines, des services administratifs et publics. Se juxtaposaient alors des quartiers luxueux opposés aux quartiers populaires connaissant des conditions de logement et de services publics très mauvaises. Depuis la Libération Changhaï s'est dotée d'une dizaine de nouvelles zones industrielles établies dans la banlieue, tandis qu'ont été construits de nouveaux quartiers d'habitation des ouvriers, ou que des travaux de reconstruction ont été entrepris pour liquider les 300 bidonvilles légués par l'ancien régime.

Mais Changhaï, c'est aussi cette ville qui vit naître, le 1<sup>er</sup> juillet 1921, le Parti communiste chinois, c'est cette ville dont la classe ouvrière possède une glorieuse tradition révolutionnaire.

En 1919, éclatèrent des grèves et débrayages. En 1925, fut engagé le célèbre mouvement anti-impérialiste du «30 mai». D'octobre 26 à mars 27, la collaboration avec l'Expédition du Nord, les ouvriers de Changhaï entreprirent à trois reprises des soulèvements armés en vue de renverser la domination réactionnaire de l'impérialisme et de gouvernement des seigneurs de guerre féodaux. A compter de 1927, suite au coup d'Etat contre-révolutionnaire de Tchiang Kai-chek, nombreux sont les ouvriers et les personnes du peuple qui s'engagent dans l'Armée populaire.

Nous avons pu, à Changhaï, nous rendre sur le lieu où se tint le 1<sup>er</sup> Congrès du Parti communiste chinois, rassemblant alors 12 délégués représentant les 70 membres du parti, et auquel assistait le président Mao Tsé-toung, alors âgé de 28 ans. Ce Congrès se tint alors que dans la période précédente, la classe ouvrière était passée de 650 000 membres en 1913 à 2 millions en 1919.

La salle où se tint le Congrès est aujourd'hui transformée en musée. On y peut voir des photos et documents sur les fondateurs du PCC et sur les luttes de la classe ouvrière et des masses populaires.

Le 1<sup>er</sup> Congrès du Parti Communiste chinois se déroula sur 4 jours. Les 4 premiers jours, le Congrès se tint dans cette salle de Changhaï que nous avons visitée. Le camarade explique : «Au bout du 4<sup>e</sup> jour, un envoyé de la police, prétextant qu'il cherchait quelqu'un, est venu sur place pour se renseigner. Personne ne répondant au nom de l'individu qu'il prétendait chercher, il s'excusa et s'enfuit à la hâte. Ce fait bizarre a éveillé la vigilance des délégués au Congrès : ils ont alors pensé que le local avait été découvert par l'ennemi. Ils ont donc interrompu la réunion. 10 minutes plus tard, une camionnette de la police arrivait ; et comme le lieu où se tenait la réunion se trouvait sur le territoire de la concession française, ce sont des éléments du service de police français qui ont effectué cette intervention. Les policiers ont encerclé le local et, armés, ont fait brutalement irruption à l'intérieur, pour effectuer des arrestations et opérer des fouilles. Peine perdue ! Délégués et documents secrets avaient disparus. Alors, le 5<sup>e</sup> jour du Congrès s'est tenu à 98 km de là, sur une barque louée en apparence pour des loisirs, en réalité pour achever les travaux du Congrès. Ainsi, a pu être faite la résolution sur le travail du Parti, ont pu être élus les membres des organismes centraux du parti, a pu être créé le PCC.»

Composé à sa création d'un nombre très réduit de communistes, démunis d'expérience, le PCC a pu par la suite se forger dans la lutte, tracer la voie spécifique de la révolution chinoise et conduire le peuple chinois d'abord dans la victoire de la révolution de démocratie nouvelle puis dans l'édification du socialisme.

## Visite du Palais des enfants

Dans la ville même de Changhaï, dans un cadre verdoyant et agréable, se dresse le «Palais des enfants». Il s'agit d'un centre

extra-scolaire qui accueille des enfants âgés de 7 à 14 ans et qui se donne pour objectif d'intéresser les enfants aux activités scientifiques et culturelles. Ce centre travaille en coordination étroite avec les écoles des quartiers de Changhaï. S'il est unique pour l'ensemble de la ville, il existe dans les différents quartiers des foyers destinés aux enfants du quartier. Ce sont des enfants du Palais qui viennent nous accueillir et nous conduire d'abord dans leur salle de spectacle où sont présentées des pièces et scénettes. Nous entendons un chœur intitulé «Des ouvriers enfants» qui évoque la condition des enfants dans l'ancienne société, contraints à un travail pénible du matin au soir et traités comme des bêtes. Une danse «Bonne nouvelle auprès des enfants», exprime la détermination des enfants à mieux étudier pour apporter leur contribution aux tâches actuelles de l'édification du socialisme.

Nous nous rendons ensuite dans les différents ateliers. L'attention et le sérieux avec lequel les enfants s'appliquent à leurs tâches sont vraiment impressionnants. C'est qu'il ne s'agit pas pour eux de simples travaux de divertissement qui n'auraient pas de portée pratique. Tout au contraire, leurs activités s'inscrivent étroitement dans l'effort de transformation gigantesque de la Chine poursuivi aujourd'hui, selon cet enseignement du président Mao Tsé-toung contenu dans son article Sur le projet de constitution : «Le but général de notre lutte est d'édifier un grand Etat socialiste... A mon sens, pour édifier un grand pays socialiste, il nous faudra sans doute une cinquantaine d'années soit dix quinquennats ; notre pays sera alors à peu près comme il faut, assez présentable, bien différent de ce qu'il est actuellement» (juin 1954)

L'activité scientifique effectuée au «Palais des Enfants» recouvre de nombreux domaines, elle s'applique à des problèmes actuels rencontrés par la Chine socialiste, et peut déboucher sur des applications pratiques. Elle repose sur l'étude, l'observation, l'expérimentation. Ainsi, deux jeunes nous présentent un modèle réduit d'avion téléguidé, qu'ils ont eux mêmes fabriqué

avec l'aide de leur moniteur, possédant un moteur tournant à 15 500 tours/minutes, d'une force de 1 CV et ayant une portée de 2 km ; ce type d'appareil pourrait être utilisé pour le traitement des champs de céréales par exemple.

Dans un autre atelier, les enfants étudient le traitement des maladies courantes existant aujourd'hui en Chine.

Ici, une douzaine de jeunes, garçons et filles, apprennent le processus de fabrication des antibiotiques ; ils sont à l'étude également sur les insecticides, notamment ceux contre les maladies du riz.

Là, on fabrique des modèles réduits de bateaux, plus loin, on apprend à fabriquer des transistors avant d'acquiescer les techniques de montage de télévision. Et les activités les plus diverses se succèdent au long de notre visite : télécommunication, électricité, musique, broderie, pâte à modeler, peinture, piano, accordéon...

Les enfants qui viennent ici sont désignés par leur école, sur la base de leur intérêt et de leurs aptitudes pour tel ou tel domaine, et leur entrée s'effectue sur concours. Et ceux qui ne sont pas admis participent à des activités du même type dans les foyers d'enfants qui existent dans les quartiers. En tout, 1 000 élèves participent aux activités scientifiques et culturelles du Palais, répartis dans plus de 70 groupes. A la fin de leur stage, ils réintègrent leur école et deviennent animateurs de l'activité dans laquelle ils ont pu se perfectionner. Plus de 30 personnes travaillent en permanence dans ce palais et plus de 70, paysans-ouvriers-soldats, assurent une participation bénévole à l'animation.

«Ce dont il s'agit, nous explique le camarade guidant notre visite c'est, à travers ces activités, d'assurer une formation des enfants sur le plan moral, intellectuel, physique. C'est de contribuer à préparer les enfants aux tâches d'édification du socialisme, de contribuer à en faire des continuateurs de la révolution».

C.V.

Fin.

## TUNISIE : ouverture du procès contre Habib Achour

### et 39 autres militants

# LA CHASSE AUX MILITANTS SYNDICAUX

Par Frank ROUSSEL

● Jeudi 14 doit s'ouvrir le procès en cour de sûreté de l'État du dirigeant syndical tunisien Habib Achour et de 39 autres dirigeants syndicaux. C'est l'aboutissement de la chasse aux militants syndicaux au sein de l'UGTT entreprise par le gouvernement tunisien depuis la grève générale du 26 janvier et la sanglante répression. 500 personnes avaient alors été assassinées par l'armée. Il y eut des centaines de blessés, des milliers d'arrestations.

Le pacte social imposé par le parti destourien au pouvoir était rompu et au sein de l'UGTT, censée le faire respecter, s'était cristallisée l'opposition aux conséquences des mesures économiques du régime : hausse des prix, etc. Aussi le parti destourien entreprit-il de démanteler le syndicat en prononçant sa dissolution et en arrêtant des centaines de syndicalistes.

Le 29 juillet, à Sfax, 5 syndicalistes étaient condamnés à deux ans de prison, à Sousse le tribunal se déclare incompétent pour juger les 101 syndicalistes accusés. Ce fut le procès du pouvoir où fut révélé l'assassinat de Hocine Kouki, secrétaire général du syndicat des banques de Sousse, mort sous la torture le 15 février. Les accusés montraient les traces indiscutables des tortures subies.

Ces témoignages, que nous rapportons ici, montrent dans quelles conditions le gouvernement a préparé le procès d'Habib Achour et de ses compagnons devant la juridiction d'exception qu'est la cour de sûreté sous l'accusation « d'attentat ayant pour but de changer la forme du gouvernement ou d'exciter les habitants les uns contre les autres ou de porter le désordre, le meurtre et le pillage sur le territoire tunisien ».

Un des avocats, M<sup>e</sup> Gheddah, résuma en une phrase l'enjeu politique du procès : « Ce procès est l'aboutissement de cette prise de conscience politique, sociale et économique qui s'est opérée au sein des plus larges couches du peuple qui refusent l'exploitation ». En effet, le caractère politique du procès est resté présent tout au long des interrogatoires où on a vu les syndicalistes se battre pied à pied pour faire valoir leurs droits tout en réaffirmant leur attachement à un syndicalisme de lutte des classes.

Ce procès n'a pu liquider en « douceur » l'UGTT de Sousse\*, comme voulait le faire le pouvoir avant de passer au grand procès des responsables de l'UGTT, dont Habib Achour, secrétaire général, qui doit se tenir à Tunis prochainement.

Dès 7 heures du matin, une foule importante est venue se masser devant la Cour d'Assise de Sousse. Pendant toute la durée du procès, de petits groupes se formeront pour discuter devant le tribunal, attendant avec inquiétude le verdict en commentant les nouvelles qui pouvaient filtrer ; à plusieurs reprises, la police les fit disperser.

A 8 h 30, les cent un accusés pénètrent dans le tribunal en levant le poing. Les interrogatoires vont commencer par celui de Habib Ben Achour, secrétaire général adjoint de l'Union Régionale du Travail de la ville de Sousse, qui sera entendu pendant quatre heures. Habib Ben Achour, dont le seul crime est d'avoir organisé, le 26 janvier, la défense de l'immeuble de l'Union Régionale assiégé par la police et la milice du Parti Socialiste Destourien (Parti au pouvoir). Il s'est acharné à montrer que la violence dont il est accusé est le fait des provocateurs et de ceux qui ont tenté d'assassiner, en novembre 1977, Habib Achour, secrétaire général du syndicat ; laissé sans soin en prison, il est devenu à moitié aveugle.

#### « POURSUIVRE LE VRAI TRAVAIL SYNDICAL »...

A la question du président du tribunal lui demandant si la grève du 26 janvier avait été réussie, H. Ben Achour commence par répondre qu'il ne pouvait pas le savoir, étant encerclé par la police dans l'immeuble du syndicat, puis il ajoute : « J'estime néanmoins que cela a été moralement une grève réussie, parce qu'elle a permis aux travailleurs d'exprimer leur protestation ».

Dénonçant l'orientation politique dans laquelle s'est faite l'ar-

restation des syndicalistes, le responsable de l'Union Régionale constate que parmi les responsables qui avaient voté la grève, certains n'ont pas été inquiétés car ils ont accepté de renoncer aux principes défendus par l'ancienne UGTT et se sont alignés sur la nouvelle direction pour garder leur place.

En dénonçant tour à tour les intermédiaires et les spéculateurs responsables de la hausse des prix, le manque de démocratie dans la presse qu'a combattu le journal de l'UGTT, *Ech Chaab*, en donnant la parole aux travailleurs, H. Ben Achour s'est attaqué au régime qui envoie sa milice contre les travailleurs. Il ajoute : « Je suis disposé à mourir pour la patrie mais pas par la milice ».

Petit à petit, les accusations s'effondrent et tout le monde peut se rendre compte que les charges qui sont retenues contre l'accusé ne reposent que sur de fausses accusations et des aveux arrachés sous la torture : tel celui de Sadok Kerissa, transporté à deux reprises à l'hôpital en une semaine pendant son interrogatoire, par la police qui lui a fait signer sous la torture une déposition selon laquelle il déclarait : « H. Ben Achour était favorable aux grèves illégales et prônait des menées subversives contre la politique socio-économique du parti ». H. Ben Achour répliqua alors que Sadok Kerissa ne peut être l'auteur d'une telle déclaration car il est illettré et que ses aveux lui ont été soutirés sous la torture. Le président embarrassé, convoque Kerissa à la barre pour témoigner :

Le président : « As-tu déclaré que H.B.A. était favorable à la grève illégale et incitait à attaquer la politique économique et sociale du régime ? »

S. Kerissa : « Je n'ai rien déclaré de pareil ».

Le président : « C'est pourtant ce qui est enregistré dans tes déclarations lors de l'interrogatoire ».

S. Kerissa : « Cela s'est fait sous la menace ».

Une part importante de l'accusation repose sur de prétendues armes saisies lors de perquisitions au siège de l'Union Régionale. Le tribunal décrit ces armes comme étant « deux gourbins arrachés à des mercenaires ». Se saisissant des pièces à conviction, le secrétaire de l'Union Régionale démontre qu'il s'agit en réalité des barreaux d'une échelle et des pieds d'une table cassés par la milice, ajoutant qu'il reconnaît également une canne appartenant à un vieillard. Le tribunal est ridiculisé. H. Ben Achour fait ensuite le récit des événements du 26 janvier, tels qu'il les a vécus au siège de



« Du pain, de l'eau, pas de Noulra »

l'U.R. : « La milice a attaqué la maison de l'URT pour saisir les exemplaires du journal Ech Chaab. Des poursuites ont alors commencé dans les cafés et les maisons. Nous nous sommes engagés à poursuivre le vrai travail syndical et à défendre les droits des travailleurs... »

#### « MES DÉCLARATIONS M'ONT ÉTÉ ARRACHÉES SOUS LA TORTURE »

Après la dénonciation de Sadok Kerissa, pratiquement tous les accusés font état des tortures et des mauvais traitements dont ils ont été victimes. Ali El Mahdi, enseignant, dit : « La plupart de ce qui a été dit m'a été arraché sous la contrainte physique et morale ». M. Lahmar, responsable syndical de l'usine textile d'Enfidha : « On m'a arraché ce que j'ai déclaré à l'instruction... Pour boire, il faut aspirer l'eau dans un petit trou dans le mur. Dieu seul sait ce que j'ai souffert ». Réaffirmant son appartenance à l'UGTT, il témoigne ensuite de l'acharnement de ceux qui ont tout fait pour obtenir sa démission du syndicat et qui, devant son refus, l'ont fait emprisonner au secret pendant un mois.

Un ouvrier d'une usine de montage automobile de Sousse (la STIA) a déclaré également avoir été torturé, ainsi que le correspondant de *Ech Chaab*. L'interrogatoire d'un employé, lui aussi torturé, montre tout le

cynisme du président du tribunal :

Le président : « Vos déclarations lors de l'instruction ont été faites en présence de votre avocat ? »

Matmati : « J'étais inconscient, évanoui, et je n'avais pas d'avocat ».

Le président : « Vos déclarations ont-elles été soutirées par la contrainte ? »

Matmati : « Oui »

Le Président : « Du moment que vous avez remarqué cela, vous étiez donc en possession de vos esprits... »

#### RIEN DANS LE DOSSIER D'ACCUSATION

Pendant la première journée du procès, la défense a dû mener une bataille de quatre heures pour obtenir du Président le droit d'intervenir pendant les interrogatoires.

M<sup>e</sup> Cheffi et M<sup>e</sup> Kefi dénoncèrent la pratique de la torture au cours des interrogatoires de police, ce qui annule de fait les « aveux » sur lesquels s'appuie l'acte d'accusation. M<sup>e</sup> Ben Salem montra que les « armes » saisies ne sont en fait que des morceaux de bois et que les revolvers ont été rajoutés sur la liste après la saisie. M<sup>e</sup> Chtourou déclara : « Aujourd'hui, ce sont les syndicalistes qui ont surveillé et protégé l'URT qui sont au banc des accusés, tandis que leurs agresseurs sont toujours en liberté ».

La Cour d'Appel de Sousse n'a pas voulu prendre le risque de donner de lourdes peines aux

syndicalistes, dont le seul crime, s'être opposés au pouvoir, est apparu dans tout son aspect politique aux yeux de l'opinion publique tunisienne. L'affaire devenue trop encombrante, le tribunal de Sousse a décidé de s'en dessaisir, au profit de la Cour de Sûreté de l'État.

Malgré la répression qui continue de frapper les travailleurs tunisiens, et les milliers de syndicalistes qui restent emprisonnés le pouvoir ne peut accomplir ses forfaits sans être inquiété ; il s'est heurté à une résistance importante de la part des travailleurs. Une manifestation a même eu lieu le 19 juillet à la Goulette (port de Tunis) où 400 personnes ont exprimé leur appui à l'ancienne UGTT. Une pétition pour la libération de tous les syndicalistes a recueilli 2 488 signatures dans les milieux syndicaux (SNCFT, SNT, Pharmacie Centrale, STEG, enseignants). De même qu'à l'étranger les syndicalistes emprisonnés bénéficient du soutien de la FSM, de la CISA (Confédération Internationale des Syndicats Arabes), de la CGT et de la CFDT. C'est sans doute ce mouvement de soutien aux syndicalistes qui a fait hésiter la justice tunisienne.

\*Sousse : Ville industrielle de 60 000 habitants, avec une usine de construction automobile, la STIA. Capitale du Sahel.

## PROGRAMME TÉLÉ Mercredi 13 septembre

### TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes  
18 h 55 - Christine. *Feuilleton*.  
19 h 10 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête. *Jeu policier*.  
22 h 00 - Histoire des gens : les galériens du roi.  
22 h 50 - Journal et fin

### A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Football : Nantes - Benfica  
22 h 15 - Question de temps : l'ordinateur et votre avenir  
23 h 15 - Journal et fin

### FR 3

18 h 55 - Tribune libre : association des chrétiens témoins dans leurs entreprises.  
19 h 10 - Le chevalier de cœur  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Point commun. Avec Marie Dubois et Albert Simono.  
21 h 55 - Journal et fin

## Jeudi 14 septembre

### TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes  
18 h 55 - Christine. *Feuilleton*.  
19 h 10 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Partis politiques  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Allegra. *Film TV*.  
21 h 25 - L'événement  
22 h 30 - Ciné première  
23 h 00 - Journal et fin

### A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Messieurs les jurés : L'affaire Lizant Marillet. *Réflexions sur le racisme sur la base d'un fait divers*.  
22 h 35 - Spécial coupe d'Europe  
22 h 45 - Journal et fin

### FR 3

18 h 55 - Tribune libre : Comité de liaison pour l'action locale et régionale. *Débat sur la libération des ondes, les relations entre les moyens d'information et le développement de la décentralisation*.  
19 h 10 - Le chevalier de cœur. *Dessin animé*.  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Don Angelo est mort. Avec Anthony Quinn. *Film de gangsters*.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### Dégazage sauvage

## Maigre caution pour le pollueur

La Marine nationale arraisonnait dimanche dernier un minéralier britannique pris en flagrant délit de dégazage au large des côtes de Ouessant. Le pollueur, l'*August Pacific*,

était contraint de mouiller dans un port de la Manche, en attendant que l'enquête judiciaire aussitôt entamée fasse la preuve de la culpabilité du pollueur. Des prélèvements étaient

ainsi faits dans les soutes du contrevenant, qui avait cru bon de larguer ses restes d'hydrocarbures dans la zone de naufrage d'un cargo norvégien. Naufrage causé par une collision avec un navire grec.

Néanmoins, le juge d'instruction autorisait le contrevenant à reprendre sa route dès lundi soir, moyennant une caution de 50 000 F. La catastrophe de l'*Amoco Cadiz*, encore présente dans les mémoires, et dont les traces sont toujours visibles sur les côtes bretonnes, et dans la vie des pêcheurs, et la vague d'indignation et de colère qu'elle avait soulevée, ne sont pas étrangères à cette intervention. Auparavant, seuls quelques rares «dégazeux» étaient interceptés pour des amendes dérisoires de 50 à 100 francs. Si les taux de celles-ci ont augmenté de façon significative, (de 10 000 à 100 000 F quelques mois après l'*Amoco*) elles demeurent encore insuffisantes pour dissuader efficacement les pollueurs. C'est en moyenne une vingtaine de navires qui opèrent des dégazages pirates ou qui ne respectent pas les rails de navigation, et rares sont ceux qui sont arraisonnés, les contrevenants restant sourds aux injonctions des navires de la Marine nationale.

Amendes sans proportions avec les dégâts causés, interventions rares et inefficaces : on est encore loin des exigences apparues après la marée noire de l'*Amoco*.

### CHILI

*Pinochet a annoncé une nouvelle Constitution pour le Chili l'année prochaine et des élections législatives, pas avant 1985. Il a attaqué Leigh, ancien membre de la Junta, exclu en juillet et s'est plaint du manque de soutien des États-Unis.*

### SEYCHELLES

*France-Albert René, président des Seychelles, archipel de l'Océan Indien, interviewé à l'occasion d'une visite officielle en France, a réaffirmé la position de son gouvernement pour une démantèlement de l'Océan Indien et son refus de toute base militaire étrangère aux Seychelles.*

### AUSTRALIE

*Les dockers australiens ont observé lundi et mardi une grève de 48 heures pour protester contre le licenciement de leurs camarades à la suite d'un conflit dans une entreprise.*

### URSS-ARGENTINE

*Alors que la question des droits de l'homme en Argentine a été posée devant la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, l'URSS s'est opposée à ce qu'elle soit mise à l'ordre du jour. Cette attitude de soutien à Videla s'était déjà manifestée à l'occasion du Mondial, l'URSS développant des relations économiques importantes avec la Junta.*



Prix : 5 F + 2 F (Port)      Prix 10 F + 2 F (Port)  
Vous pouvez passer commande de ces brochures en écrivant au *Quotidien du Peuple*, B.P. 225 - 75 924 Paris Cedex 19.

### Deux formules d'abonnement couplé :

## Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois ..... 150 F  
6 mois ..... 300 F  
Incluant réception du Tome V des Oeuvres Choies de Mao Tsé-Toung

## Front Rouge - Prolétariat

6 mois ..... 50 F  
Soit deux numéros de *Prolétariat* et deux numéros de *Front Rouge*

# imro: des travailleurs aux pieds nus

Extraits

7<sup>e</sup> épisode

Aux Editions Fédérop

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

### DES EMPECHEURS D'IMPRIMER EN ROND

Quelques jours après notre victoire, on nous gratifiera la veille de Noël, d'un administrateur provisoire. Maître Desfontaines. C'est le genre de type très « vieille bourgeoisie », la peau sèche et raide, dont les vieux os sembleront faire un bruit pas possible à chaque mouvement. A part ça, c'était un chouette de pote puisqu'il essayait de nous rassurer inlassablement en répétant avec une force de conviction admirable que nous n'avions aucune crainte à avoir avec lui. Pour lui, la meilleure garantie pour nos emplois résidait dans l'importance de notre clientèle. Et c'était vrai. Or quelques semaines après la nomination de Desfontaines, les travaux commençaient à partir. L'attitude de l'administrateur provisoire, en comité d'entreprise, sera de faire les gros yeux à chaque fois que nous nous opposions à ses propositions. Dès que nous réfutions l'un de ses arguments, que nous lui démontrions ses contradictions, il avait une curieuse manie, celle de tapoter sur la table comme un excité, du bout des ongles. Se les coupait-il ? Nous sommes, malheureusement peiné de ne pouvoir éclairer le lecteur sur ce point crucial de notre histoire. Rapidement, devant notre attitude qu'il devait prendre pour celle d'enfants mal élevés, il fut dégoûté et refusa dans les faits de discuter avec nous. Il était d'autant plus mal à l'aise face à nous qu'à l'occasion du *Parisien Libéré*, nous lui avions joué un sale tour.

Les éditions régionales du délire quotidien de feu Maury étaient confectionnées à l'Imprimerie Allais, dans la banlieue de Rouen. Cet imprimeur voulait racheter la « Rouennaise » non parce qu'il était intéressé pécuniairement mais uniquement pour des raisons humaines comme il nous l'expliquera en

comité d'entreprise. La reprise de l'IMRO était bien avancée puisque Allais participait aux réunions de C.E. Pendant l'occupation, nous découvrirons des documents très explicites, notamment un plan présentant la nouvelle disposition des ateliers après que la fusion ait été réalisée. D'autre part, des notices publicitaires imprimées à plusieurs centaines d'exemplaires étaient diffusées à la clientèle potentielle.

Ce mariage ne verra jamais le jour, la fiancée devait être honnie. Car la littérature romanesque d'Emilien ne pu être imprimée chez Allais que deux nuits. Ce sera l'une des premières fois qu'un bon nombre d'exemplaires du *Parisien* finiront dans les champs. Les camarades de l'IMRO s'impliquèrent directement dans l'action. Tout d'abord, nous tenterons de discuter avec les mercenaires qui réalisaient le travail. Ces jaunes n'étaient pas syndiqués et percevaient des primes. Ils avaient une telle peur qu'ils se barricadaient dans l'imprimerie. Quand ils terminaient leur travail, ils se faisaient accompagnés par les flics car ils savaient que non seulement des copains de l'entreprise étaient dans les alentours mais que de plus des copains de la presse parisienne étaient arrivés en renfort. La boîte était entourée car on se planquait dans les fourrés le long des berges de la Seine, dans la pluie et le froid. Les flics qui entouraient eux aussi la boîte protégeaient les chargements de journaux. Des renforts arrivèrent, mais intercepter les *Parisien* dans de telles conditions représentaient quelques risques. Les camarades allèrent donc récupérer les journaux sur l'autoroute et nous vous assurons que nous n'y étions pour rien dans cette affaire, on vous le jure.

De Paris, on nous enverra une lettre expliquant que nous avions agi trop vite... Nos camarades du quotidien local

considérant que ce n'était pas leurs oignons... ou leur convention collective qui était attaquée, crurent probablement qu'il était inutile de se mouiller dans cette histoire-là car seuls deux copains du canard étaient présents ! Ces jours dont nous gardons un bon souvenir par les relations que nous avons connu dans l'action avec les camarades de la presse parisienne, verront d'autres exemples significatifs de la collaboration entre les flics et les patrons.

Un travailleur de l'IMRO téléphonant au P.D.G. Allais verra celui-ci s'exclamer : « c'est vous commissaire Buisson ? Il faudrait renforcer les effectifs cette nuit car non seulement des ouvriers du *Lire de Paris* sont là mais l'IMRO est dans le coup, tenez voici des noms... ». Quelques jours après ces événements, au cours d'une nouvelle réunion du comité d'entreprise, Allais nous demandait une collaboration totale et franche avec lui. Ce qu'il exigeait par là c'était que nous arrêtions les procès qui étaient engagés au Conseil des Prud'hommes de Rouen. Les procès portaient sur les calculs de nos salaires honoraires réels et représentaient un rattrapage de l'ordre de 150.000 francs, nouveaux bien entendu. Allais espérait que nous lâcherions le morceau et pour toute coopération loyale et franche, ce furent des questions pour savoir si la dite coopération intégrait les flics. Là, le brave homme a été des plus surpris car comment pouvait-on bien savoir le contenu de sa conversation avec Monsieur le Commissaire Buisson ? Comme on avait aucun intérêt à passer pour des plombiers, on lui expliquait avec notre sérieux habituel que nous avions des R.G. syndiqués à la C.G.T. et comme la solidarité existe entre cégétistes, nos frères nous avaient donné le morceau.

A suivre

## Conseil des ministres

### REDÉPLOIEMENT, LICENCIEMENTS ET... ALCOOTEST

Le conseil des ministres qui se déroulait mercredi matin devait examiner le rapport de Giraud, ministre de l'Industrie, sur le «redéploiement industriel». Cette question agite les fonctionnaires des ministères depuis 1974. Elle peut se formuler ainsi : comment parvenir à maintenir la compétitivité des produits français sur le marché mondial ? La réponse est à peu près : en déterminant quelques branches de production voire quelques produits au sein de certaines branches sur lesquelles porte tout l'effort et sacrifier les autres en laissant aux autres pays le soin d'y suppléer tandis que l'économie française les approvisionnerait, en retour, en produits pour lesquels, grâce à sa spécialisation, elle serait compétitive.

Dans la pratique cette

politique, qui désarticule encore plus l'appareil de production français est génératrice de licenciements massifs dans des branches entières. En fonction d'un partage des tâches et des marchés au niveau européen de la construction navale ou de la sidérurgie, des pans entiers de ces secteurs sont démantelés. Au nom de la compétitivité, des branches comme les textiles, les tanneries sont condamnées, et avec elles les régions qui en vivent.

La politique de Barre recherchant à accroître la concurrence pour dépester les «canards boiteux» et les éliminer, est un instrument pour un tel redéploiement fondé sur les licenciements.

Le rapport Giraud prévoirait notamment deux mesures : pour offrir aux patrons des possibilités

nouvelles de se moderniser, les laboratoires d'Etat leur seraient ouverts. Pour «régler» le problème du chômage, il prévoirait une redéfinition du plan d'aménagement du territoire, fondée sur la décentralisation et destinée à supprimer des postes occupés par les immigrés à Paris et dans sa région, en vue de créer des emplois en province. L'ensemble du dispositif prévu sera défini en décembre prochain par Giscard au cours d'une conférence nationale.

Outre le racisme sur lequel tablent les propositions giscardiennes, un fossé existe entre les intentions proclamées et les réalisables : si les immigrés sont licenciés, rien n'indique que des emplois soient créés en province, pour autant, en rapport avec les emplois supprimés par dizaines de mil-

liers. Au contraire, les solutions au chômage trouvées par Giscard quand elles existent signifient la plupart du temps : abaissement du salaire réel et remise en cause des avantages acquis dans ces branches liquidées.

#### ALCOOTEST : LE FIASCO

*Peyrefitte devait pour sa part s'expliquer sur le fait que les conducteurs contrôlés au cours du dernier mois n'aient pour 99 % d'entre eux pas montré trace d'alcoolémie. L'explication qu'il devait avancer était que les policiers n'avaient pas appris le maniement de cet instrument. Toujours la mauvaise formation des policiers...*

## Giscard-Schmidt à Aix-la-Chapelle

### CONCERTATION POUR L'ELARGISSEMENT

Giscard et Schmidt se rencontrent le 14 et le 15 septembre à Aix la Chapelle pour se concerter en vue de l'élargissement du Marché commun.

Avant le sommet Giscard a envoyé une lettre aux huit autres pays membres du Marché commun pour leur faire part de ses «propositions de procédure» destinées à permettre «une meilleure efficacité des institutions européennes dans la perspective de l'élargissement de la communauté». Par cette démarche Giscard veut faire admettre à Schmidt des solutions encore non rendues publiques et qui permettront à l'impérialisme français, de tirer bénéfice de l'intégration au sein de l'Europe de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, intégration dont Giscard s'est fait le champion avec ses voyages en Espagne et au Portugal, au cours de l'été.

Si Giscard paraît si

anxieux de faire admettre ses solutions en valorisant ses bons rapports établis avec les candidats d'Europe du Sud, c'est que Schmidt est en position de force sur des points décisifs, notamment les questions monétaires.

La décision de créer «une zone de stabilité monétaire» en Europe prise au sommet de Brème en juillet a donné lieu à une intense activité des experts tout l'été, et dont les résultats seront examinés à Aix la Chapelle. La principale mesure prévue serait la création d'un fonds de réserve européen constitué de 25 % des réserves de chaque pays membre. Ce fonds servirait à stabiliser les cours des différentes monnaies européennes les unes par rapport aux autres, dans le cadre d'un «serpent» fixant les écarts maximum entre les monnaies. La solidité du mark et la puissance financière

de l'Allemagne de l'ouest donnent à Schmidt la possibilité de fixer ses exigences dans le domaine financier mais également dans le domaine économique qui lui est étroitement lié.

Selon le porte parole de l'Elysée la création de la zone de stabilité monétaire «implique un renforcement de la coordination des politiques économiques des neuf pays membres» ce qui renvoie au partage des productions et des marchés comme c'est le cas pour la sidérurgie, avec les licenciements massifs que l'on connaît et où l'Allemagne impose pour une grande part ses solutions. Cela renvoie également à l'ensemble des mesures économiques prises par les gouvernements : Schmidt a déjà imposé à l'Angleterre et à l'Italie qu'elles durcissent leurs plans d'austérité en échange d'une aide allemande. La zone de stabilité monétaire

ne peut qu'entériner et étendre ce droit de regard.

Enfin Giscard et Schmidt ne manqueront pas d'examiner les résultats de la réunion des ministres de l'Intérieur qui s'est déroulée à Vienne le week-end dernier. Initiateurs de la coordination des polices à partir de 1976, inventeurs de l'«espace judiciaire européen», ils pourraient définir de nouveaux domaines de coopération plus étroite. L'intégration policière, sous l'impulsion du «modèle Deutschland» est le seul domaine où pendant ces trois dernières années la construction européenne ait progressé sensiblement. Encore n'est-ce pas une question proprement européenne : le sommet occidental de Bonn de juillet dernier a eu pour seul résultat effectif la décision de coordonner les polices européennes avec les polices américaine et japonaise... dans la lutte dite «anti-terroriste».

## Pont-à-Mousson (Rillieux-Rhône)

### POUR 2 500 F, L'OCCUPATION DÉCIDÉE

C'est dans la dernière des dix neuf usines du groupe Pont à Mousson qu'a commencé le jeudi 7 septembre, la première grande grève des 56 ouvriers de Rillieux, dans la banlieue lyonnaise ; depuis lundi, afin d'empêcher la sortie éventuelle du matériel et accentuer la pression sur la direction, les travailleurs occupent à 100 %. Un cahier de revendications avait été déposé en juillet, portant essentiellement sur trois points. 1. Les salaires : sur

tout le groupe, c'est l'usine où les travailleurs gagnent le moins, 2 200 F en moyenne. Ils demandent : les mêmes salaires pour les mêmes qualifications et le même travail dans l'usine et entre toutes les usines, 10 % d'augmentation pour tous, 350 F minimum d'augmentation, pas de salaire inférieur à 2 500 F. La seconde revendication porte sur les classifications : les travailleurs font du travail d'OP et ont des qualifications et des salaires d'OS. La dernière exigence

des grévistes est la sécurité de l'emploi : depuis deux ans, les effectifs de l'usine sont passés de 101 à 90, dont 56 ouvriers (dans le même temps, la production augmentait de 30 % par an !). Trois cadres sont actuellement sur le point d'être licenciés. Les travailleurs craignent donc que les licenciements ne les touchent rapidement aussi. A la rentrée, cette crainte s'est ajoutée à un refus intransigeant de la part de la direction et à la nouvelle offensive de Barre contre

le pouvoir d'achat. La grève puis peu après l'occupation sont alors décidées. Des travailleurs soulignent que dans leur lutte, la jeune section syndicale CGT se renforce (60 % des ouvriers syndiqués) ainsi que les liens de solidarité entre eux. Dernière minute : lors d'une entrevue mardi soir avec le directeur descendu de Paris, rien pratiquement n'a été obtenu. Mercredi matin, les travailleurs décident de la poursuite de la lutte et occupent.

## Zimbabwe : Nkomo : «Le régime de Smith est fini»

Après les déclarations de Smith, chef du gouvernement raciste de Rhodésie, selon lesquelles il allait appliquer la loi martiale et intensifier la répression contre les patriotes du Zimbabwe, Nkomo, dirigeant de la ZAPU, lui a répondu fermement au cours d'une conférence de presse : «Smith veut la guerre. S'il veut la guerre, nous sommes prêts à combattre et à renverser le régime. Ce régime est fini».

Nkomo a fait une mise au point au sujet de l'avion des lignes rhodésiennes abattu le 3 septembre. Il a déclaré que les avions de cette ligne, qui sert aux transports des troupes et de mercenaires, constituent une cible militaire. Si quarante personnes de cet avion ont été tuées, «les racistes tuent trente ou quarante personnes par jour de notre propre peuple, sous un prétexte ou un autre. C'est une politique délibérée de massacres, de génocide».

Nkomo a repoussé l'idée d'une «conférence élargie» sous l'égide des Anglo-Américains. Il semble également avoir renoncé à des négociations directes avec Smith comme celle qu'il avait révélée, il y a quinze jours : «Nous ne pouvons rien faire avec eux. Je ne pense pas qu'il y aura une place pour eux au Zimbabwe... Si Smith veut se rendre, d'accord ! Mais je ne pense pas qu'il y ait grand chose d'autre à discuter avec lui.»

## Camp David : atmosphère de plus en plus lourde

Malgré le silence entretenu par l'administration américaine autour des entretiens de Camp David, il lui devenait impossible, lundi et mardi, de cacher à quel point l'atmosphère était lourde. Le porte-parole de Carter, Joddy Powell, devait déclarer : «Il n'est pas approprié de parler d'impasse». Un euphémisme ! En fait, on apprenait que depuis le début du sommet, il n'y avait pas de réunion à trois, mais que c'était Carter qui faisait la navette entre Begin et Sadate, en vain, semble-t-il.

D'autre part, le président syrien Assad, dans une interview à un journal allemand, a déclaré : «Si Sadate et Begin concluent une paix, ce sera une paix bénéfique pour Israël et non pour les Arabes».

Affirmant que le président égyptien ne pouvait négocier au nom de la Résistance Palestinienne et des pays arabes, il a conclu : «La démarche de Sadate à Jérusalem n'était pas un pas vers la paix, mais un pas vers la guerre».

## Front Polisario : nouvelles opérations contre l'occupant marocain en septembre

Dans un communiqué, le Front Polisario annonce de nouvelles opérations contre les troupes du régime annexionniste du Maroc depuis le début du mois de septembre. Le 2 septembre, une unité marocaine est tombée dans une embuscade et a été encerclée à la sortie de Smara. Neuf militaires ont été tués. D'autre part, également depuis le début du mois en cours, sept militaires marocains ont été tués par l'explosion de mines dans la zone frontalière du Sud marocain. De nombreux véhicules militaires ont été détruits.

#### ESPAGNE

Au cours des manifestations qui ont marqué lundi la fête nationale de la Catalogne, un policier en civil a assassiné un manifestant.

#### USA-NICARAGUA

A propos du Nicaragua, Hodding Carter, porte-parole du Département d'Etat américain, a déclaré lundi que les États-Unis demandaient «à toutes les parties d'engager des discussions afin de créer un consensus na-

tional et de trouver une solution pacifique et démocratique». D'autre part, le Venezuela a renoncé à porter la question du Nicaragua devant l'Organisation des États Américains, afin qu'une médiation du Costa Rica puisse intervenir.

#### UN DISSIDENT BULGARE EMPOISONNÉ

L'écrivain Georgi Markov, bulgare réfugié en Angleterre est mort empoisonné ont annoncé les services de Scotland Yard.